

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**MINISTERE DES FORCES ARMEES
(MFA)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2009**

RAPPORT FINAL

(mars 2011)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 29 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par le Ministère des Forces Armées (MFA) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Ministère des Forces Armées (MFA) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci – après :

1. Réserves

- a) des indices concordants laissent entrevoir que de nombreuses consultations pour l'exécution des dépenses de fonctionnement ont été organisées sans réelle concurrence en violation des dispositions de l'article 77 du CMP relatif à la procédure de DRP (le montant cumulé de ces DRP simulées est estimé à 70 999 924 F CFA qui correspondent à 10 marchés représentant 50% en nombre et 59% en valeur de l'échantillon-test). Sous ce rapport, il convient de signaler que les mêmes entreprises sont consultées, les factures pro forma présentent de nombreuses similitudes, les mêmes caractères et espacements sont notés, les mêmes fautes sont commises, les prix proposés suivent parfois des progressions arithmétiques de raisons fixes à chaque fois ;
- b) l'entretien et la réparation des véhicules, les acquisitions de mobiliers et matériels de service ont donné lieu à la conclusion de plusieurs marchés fractionnés dont les cumuls se chiffrent respectivement à 24 999 388 F CFA et 27 011 000 F CFA dépassant le seuil de passation des marchés par appel d'offres en violation des dispositions des articles 6 et 53 du CMP (30% des DRP revues en nombre représentant 43% des DRP contrôlées en valeur) ;
- c) plusieurs contrats attribués dans le cadre des Demandes de Renseignements et de Prix l'ont été sur la base d'offres de montants rigoureusement identiques aux crédits ouverts ou aux reliquats de crédit sur les lignes budgétaires concernées. Cette curieuse coïncidence constitue un indice de connivence entre certains acteurs de la passation des marchés du MFA et les attributaires qui ont pu être informés sur les montants des enveloppes budgétaires. Il s'agit généralement de marchés pour lesquels la collusion évoquée ci – avant est avérée ;
- d) l'autorisation de passer un contrat par entente directe avec AXA (72 800 000 F CFA) pour la couverture d'assurance des aéronefs sur la base de l'article 76 – 1 du CMP n'est pas conforme à l'esprit du code, est contraire au principe d'équité et constitue une entrave au libre accès à la commande publique. En effet, les arguments développés à l'appui de la demande d'autorisation qui s'articulent autour de l'expérience de l'attributaire qui détiendrait ce contrat depuis 1974 pour des raisons liées à la participation de l'Etat dans le capital de AXA ne sauraient justifier une entente directe ;
- e) les raisons invoquées (expertise aéronautique avérée, amélioration du plateau technique) à l'appui des demandes d'autorisation de contracter par entente directe avec SAS (6 marchés pour un montant cumulé de 759 337 757 F CFA) ne sont pas prévues dans les cas limitatifs indiqués dans l'article 76 du CMP. Nous estimons que l'acquisition de pièces de rechanges pour le Fokker 27 (avion de transport) ne répond pas aux conditions de passation de marché par entente directe. Hormis les hélicoptères de combat, aucune particularité ne justifie le secret ni en ce qui

concerne les interventions ciblées (pièces de rechange pour visites périodiques, révision de moteurs et acquisition d'hélices), ni en ce qui concerne le matériel objet des interventions (avion FOKKER 27, hélicoptère ECUREUIL). En outre, le fait que les acquisitions aient été faites auprès de prestataires autres que les constructeurs, montre qu'il est possible de recourir à un appel d'offres ;

- f) le motif invoqué par le MFA pour justifier sa demande d'autorisation de contracter par entente directe notamment par un droit d'exclusivité dont disposerait DAKARNAVE n'est pas fondé. Le MFA aurait pu organiser un appel d'offres en y incluant des critères de qualification relatifs à la disponibilité d'équipements adéquats pour effectuer les travaux tels que l'existence d'un dock flottant ... Nous estimons par conséquent, que le marché d'entretien et de maintenance des unités navales de la marine conclu pour 700 000 000 F CFA ne répond pas aux conditions de passation de marché par entente directe ;
- g) l'acquisition de structures en aluminium anodisé ne présente aucune particularité qui puisse justifier une entente directe avec UNIPACK Sénégal pour 420 458 950 F CFA ; l'anodisation de l'aluminium consiste en un traitement de surface destiné à lui donner une meilleure résistance à l'usure, à la corrosion et à la chaleur caractéristiques offertes par la plupart des fournisseurs de la place ;
- h) l'urgence a été invoquée par le MFA pour procéder à des Appels d'Offres Restreints (AOR) alors qu'au regard des délais observés entre les dates d'attribution provisoire et les dates de notification des marchés qui varient entre 3 et 7 mois, cette urgence invoquée à l'appui des demandes d'autorisation de passer des appels d'offres restreints et s'est avéré finalement injustifiée. Le MFA avait largement le temps de recourir à des appels d'offres ouverts. Par ailleurs, le recours à l'article 73-2(a) pour passer des marchés par AOR n'est pas justifié dans la mesure où nous ne sommes ni dans un cas de circonstances imprévisibles, ni dans un cas de catastrophe naturelle ou technologique ;
- i) le motif du secret – défense et les impératifs de l'inspection technique pré-déploiement des Nations Unies ont été invoqués par le MFA dans sa demande d'autorisation d'organiser un appel d'offres restreint pour l'acheminement sur Dakar de véhicules militaires cédés par les Etats Unis d'Amérique. Le secret – défense est un critère non prévu par l'article 73 du CMP qui régit les AOR. Par ailleurs, au vu du délai observé entre la date d'attribution provisoire et la date de notification du marché (plus de 4 mois), cette urgence s'est révélée finalement injustifiée. Le MFA avait par conséquent largement le temps de recourir à un appel d'offres ouvert et l'autorisation de passer un marché par AOR donnée sur la base de l'article 73-2(a) est injustifiée dans la mesure où nous ne sommes pas dans un cas d'urgence impérieuse résultant pas de circonstances imprévisibles (la demande d'autorisation date du mois de septembre 2009 et se fonde sur l'urgence d'une inspection prévue en mai 2010 soient huit mois plus tard).

2. Limitations à l'étendue de nos travaux

- a) le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par le MFA ;
- b) les offres des soumissionnaires pour quatorze marchés conclus par Demandes de Renseignements et de Prix pour un montant estimé à 98 880 768 F CFA répartis entre la DAAEB (11 marchés estimés à 91 859 968 F CFA, l'IAAF (2 marchés estimés à 5 020 800 F CFA) et la DAPH (1 marché de 2 000 000 F CFA) n'ont pas été mises à notre disposition pour nous permettre de mettre en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre d'exprimer un avis motivé sur la conformité des leurs procédures de passation et d'exécution au dispositif législatif et réglementaire régissant ce mode de passation. Ces marchés représentent 70% en nombre et 83 % de la valeur de notre échantillon - test ;
- c) les DRP de plusieurs directions du MFA n'ont pas été mises à notre disposition, le Chef de la Cellule de Passation des Marchés estimant que lesdites directions ne font pas partie du périmètre de l'audit car n'étant pas considérées comme des services centraux. Cette position est contraire à la notre puisque nous estimons qu'elles font partie des services centraux et sont par conséquent incluses dans le périmètre de l'audit tel que défini par les termes de référence de la mission.

A notre avis, au regard de l'importance des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	7
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	23
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	25
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	27
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	40
2.1	Contexte de l'intervention	41
2.2	Objectifs de la mission	42
2.2.1	Objectifs généraux	42
2.2.2	Objectifs spécifiques	42
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	43
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	46
3	Approche méthodologique	47
3.1	Phase 1 Revue approfondie des textes de référence	48
3.2	Phase 2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	49
3.3	Phase 3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	50
3.3.1	Module 1 Audit de la préparation des marchés	51
3.3.2	Module 2 Audit de la gestion de l'attribution	52
3.3.3	Module 3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	53
4	Résultats des travaux	54
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	55
4.1.1	Commission des marchés	55
4.1.2	Cellule de passation des marchés	55
4.1.3	Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics	56
4.1.4	Plan de passation des marchés	56
4.1.5	Avis général de la passation des marchés	56
4.1.6	Rappel des seuils applicables au MFA	57
4.2	Examen des marchés	57
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	57
4.2.2	Marchés conclus par Entente Directe	60
4.2.3	Marchés Conclus Par Appel d'Offres Ouverts	68
4.2.4	Marchés conclus par Appel d'Offres Restreints	85
4.2.5	Marchés conclus par Avenants	92
4.2.6	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	93

Liste des abréviations et sigles

AC	Autorité Contractante
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale de l'Equipeement
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DASP	Direction d'Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MFA	Ministère des Forces Armées
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES

ENTENTES DIRECTES

L'autorisation de passer un contrat par entente directe avec AXA pour la couverture d'assurance des aéronefs sur la base de l'article 76 – 1 du CMP n'est pas conforme à l'esprit du code. En effet, les arguments développés à l'appui de la demande d'autorisation qui s'articulent autour de l'expérience de l'attributaire qui détiendrait ce contrat depuis 1974 pour des raisons liées à la participation de l'Etat dans le capital de AXA ne sauraient justifier une entente directe.

Le motif invoqué par le MFA pour justifier sa demande d'autorisation de contracter par entente directe notamment par un droit d'exclusivité dont disposerait DAKARNAVE n'est pas fondé. Le MFA aurait pu organiser un appel d'offres en y incluant des critères de qualification relatifs à la disponibilité des équipements adéquats pour effectuer les travaux tels que l'existence d'un dock flottant ... Nous estimons par conséquent que le marché d'entretien et de maintenance des unités navales de la marine ne répond pas aux conditions de passation de marché par entente directe.

Les contrats des marchés relatifs à la fourniture de matériels de transmission, à l'acquisition de munitions de guerre et d'exercice global, à l'acquisition de matériels militaires et à l'acquisition de matériels de protection : gilets anti-fragmentation T10 niveau 3 et casques Onusiennes, ne comportent pas la clause relative à l'engagement des attributaires à se soumettre au contrôle de leurs prix de revient tel que prescrit par l'article 75 du CMP ;

L'acquisition de structures en aluminium anodisé n'a rien de particulier qui puisse justifier une entente directe (420 458 950 F CFA) ; l'anodisation de l'aluminium consiste en un traitement de surface destiné à lui donner une meilleure résistance à l'usure, à la corrosion et à la chaleur des caractéristiques offertes par la plupart des fournisseurs de la place. ;

AOO N° T-0630/09 DU 15/09/09 CONSTRUCTIONS NEUVES AU PROFIT DES ARMEES

Le PV d'attribution provisoire n'a pas été soumis à l'ANO de la DCMP en violation des dispositions de l'arrêté N° 011580 du 28/12/07, relatif seuils de contrôle a priori des dossiers de passation de marchés.

Il convient de noter que dans le cadre d'un marché constitué de plusieurs lots, le seuil de référence pour la soumission de l'attribution provisoire au contrôle a priori de la DCMP est le montant cumulé des différents lots. La garantie de bonne exécution réclamée n'a pas été transmise.

AOO N° T-0894/09 DU 11/11/09 REHABILITATION DES BATIMENTS EN ZONES MILITAIRES 2 ET 4 A SAINT -LOUIS, TAMBA, KEDOUGOU ET BAKEL (LOTS N° 2 ET 3)

La commission a souligné que les pièces administratives manquantes ont été fournies sauf celles de Kandji et frères qui a ainsi été éliminé pour défaut de pièces administratives.

Cette élimination de l'entreprise KANDJI et frères n'est pas conforme à l'esprit du CMP. La procédure édictée par le CMP consiste d'abord à classer les offres et à requérir le complément de pièces administratives à l'entreprise classée première. Les pièces administratives constituent des pièces de qualification et sont donc examinées a posteriori.

En cas d'impossibilité de l'entreprise classée première à fournir les pièces administratives, l'attribution est faite à l'entreprise classée 2^{ème} sous réserve qu'elle réponde aux conditions de qualification.

AOO N° F-0128/10 du 17/02/2010 Fourniture de pièces détachées et pneumatiques pour DIRMAT (7 LOTS INDIVISIBLES)

AOO N° F.0029/10 FOURNITURE DE PIECES DETACHEES D'ORIGINE POUR CAMIONNETTES TACTIQUES ET CAMIONS DE TRANSPORT DE TROUPE, DE BOIS, FER AINSI QUE DE LOTS EN PNEUMATIQUES ET DE LOTS EN PEINTURE (LOT 7)

AOO N° F.0030/10 FOURNITURE DE PIECES DETACHEES D'ORIGINE POUR CAMIONNETTES TACTIQUES ET CAMIONS DE TRANSPORT DE TROUPE, DE BOIS, FER AINSI QUE DE LOTS PNEUMATIQUES ET DE PEINTURE (LOT 4)

Le Cahier des Charges contient une clause (article) 4 qui n'est pas conforme au CMP, notamment au principe de libre accès à la commande publique : « les entreprises qui ont des contentieux ou se trouvant dans la situation de conflit avec la Direction du Matériel des Armées ne sont pas autorisées à soumissionner ».

En empêchant les entreprises en contentieux ou en conflit avec la Direction du Matériel de participer, l'Autorité contractante tranche unilatéralement ces situations en sa faveur, s'arrogeant ainsi un rôle de régulateur ou de juge. Tant que le contentieux n'est pas tranché, et l'entreprise concernée sanctionnée

par l'ARMP ou la justice, l'Autorité contractante ne peut empêcher unilatéralement sa participation.

Le lot 4 a été attribué, au terme de la procédure d'attribution, à ACD pour un montant de 87 082 850 F CFA alors que les crédits budgétaires disponibles se chiffrent à 47 000 000 F CFA. Ce faisant, le contrat a été conclu pour ce dernier montant en violation du CMP qui interdit par ailleurs toute modification des offres financières en dehors de la marge de fluctuation spécifiée dans les DPAO.

AOO N° F.0991/09 FOURNITURE DE PIECES DETACHEES AUTO-MOTO (LOT 9)

Le 08 octobre 2009, la commission technique évalue les offres. SICAS et Keur Mame Diarra n'ont pas fourni certaines pièces administratives et obtiennent un délai supplémentaire jusqu'au 15 novembre 2009.

Cependant, la commission des marchés prend la décision d'attribuer provisoirement le marché à SEVAM pour 82 711 891 F CFA le 13 novembre 2009 alors que le délai accordés aux 2 autres soumissionnaires n'était pas encore arrivé à échéance.

AOO (MARCHE N° F0764/09) FOURNITURE DE MATERIELS ET OUTILLAGES TECHNIQUES DE CASERNEMENT AU PROFIT DE LA GENDARMERIE NATIONALE

L'attestation de capacité financière requise se chiffre à 100 000 000 FCFA, pour un marché attribué à 94 950 116 FCFA. Ce montant est excessif pour un tel marché et a pour conséquence de limiter l'accès des PME à la commande publique. La capacité financière devrait juste représenter un montant de préfinancement nécessaire pour couvrir les dépenses encourues entre le début des travaux et le paiement du premier décompte.

AOO (MARCHE N° F1031/09) FOURNITURE D'EQUIPEMENT AU PROFIT DE LA MARINE NATIONALE / EQUIPEMENT DE PLONGEE (LOT 4)

Le délai de validité de la garantie de soumission a expiré sans qu'une demande de prorogation n'ait été faite par l'AC.

Les lettres d'information aux candidats non retenus ne sont pas versées dans le dossier de passation.

AOO (MARCHE N° F0902/09) ACQUISITION D'ARMOIRES METALLIQUES INDIVIDUELLES DE CAMPAGNE

L'avis d'appel d'offres ne donne aucune information concernant la source des crédits budgétaires, les exigences en matière de qualifications.

Le cahier des prescriptions spéciales n°608/MFA/CAB/CPMP du 17 Février 09 en son article 4 énonce un critère discriminatoire « les entreprises qui ont des contentieux ou se trouvant dans une situation de conflit avec la Direction de l'intendance des Armées ne sont pas autorisés à soumissionner ».

AOR N° F-0027/10 du 07/01/10 FOURNITURE D'ENGINS DE TRAVAUX PUBLICS, DE GROUPES ELECTROGENES ET PIECES DE RECHANGES POUR GROUPES ET EPURATEURS D'EAU, DE MATERIELS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE, ELECTRICITE ET CABLAGE ET DIVERS MATERIELS D'OUTILLAGE ET OUVRIERS SPECIALISES (5 LOTS) : LOT 3 : FOURNITURE DE MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.

AOR N° S/114/10 DU 11/02/10 ACHEMINEMENT PAR VOIE MARITIME DES VEHICULES EN PROVENANCE DES ETATS UNIS D'AMERIQUE (USA) CEDES AUX FORCES ARMEES SENEGALAISES

AOR N° F-123/10 DU 17/02/10 ACQUISITION DE MATERIEL DE STOCKAGE D'EAU ET DE TENTES DE COULEUR BLANCHE (LOTS 1 ET 2)

L'urgence a été invoquée par le MFA pour procéder à des Appels d'Offres Restreints (AOR) alors qu'au regard des délais observés entre les dates d'attribution provisoire et les dates de notification des marchés qui varient entre 3 et 7 mois, cette urgence invoquée à l'appui des demandes d'autorisation de passer des appels d'offres restreints s'avère finalement injustifiée. Le MFA avait largement le temps de recourir à des appels d'offres ouverts. Par ailleurs, le recours à l'article 73-2(a) pour passer des marchés par AOR n'est pas justifié dans la mesure où nous ne sommes pas dans un cas de catastrophe naturelle ou technologique ;

Le motif du secret – défense a été invoqué par le MFA dans sa demande d'autorisation d'organiser un appel d'offres restreint pour l'acheminement de véhicules militaires cédés par les Etats Unis d'Amérique. Il s'agit d'un critère non prévu par l'article 73 du CMP qui régit les AOR. Par ailleurs, les impératifs de l'inspection technique pré-déploiement des Nations Unies ont été retenus pour justifier l'organisation de l'AOR. Cependant, au vu du délai observé entre la date d'attribution provisoire et la date de notification du marché (plus de 4 mois), cette urgence s'est révélée finalement injustifiée. Le MFA avait par conséquent largement le temps de recourir à un appel d'offres ouvert et le recours à l'article 73-2(a) pour passer un marché par AOR s'avère injustifié dans la mesure où nous ne sommes pas dans un cas d'urgence impérieuse résultant pas de circonstances imprévisibles (la demande d'autorisation date du mois de septembre 2009 et se fonde sur l'urgence d'une inspection prévue en mai 2010 soient huit mois plus tard).

Les PV d'analyse et d'attribution n'ont pas été soumis à l'approbation de la DCMP alors que le montant du marché dépasse 40 000 000 F CFA (seuil de contrôle DCMP).

Le candidat non retenu (International Equipement) n'a pas été informé de l'attribution du marché et du rejet de son offre.

Le montant total de l'appel d'offres dépasse 40 000 000 F CFA (seuil de contrôle DCMP) donc le projet de marché devait être soumis à l'approbation de la DCMP.

La garantie de bonne exécution et aucun document de règlement hormis la facture définitive n'ont été joints au dossier.

AOR N° F-0217/10 DU 31 MARS 2010 FOURNITURE D'ENGINS DE TP, DE GROUPES ELECTROGENES ET PIECES DE RECHANGES POUR GROUPES ET EPURATEURS D'EAU, DE MATERIELS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE, ELECTRICITE ET CABLAGE ET DIVERS MATERIELS D'OUTILLAGES ET OUVRIERS SPECIALISES (LOT N° 1)

Les supports de publicité (pour l'attribution provisoire comme pour l'attribution définitive), de même que les lettres d'information à adresser aux candidats non retenus ne sont pas classés dans le dossier.

DRP N°6219 AUTRES FOURNITURES DIRECTION DES ARCHIVES ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE (DAPH)

Il est établi un seul document servant à la fois de procès verbal d'ouverture des plis, de rapport d'évaluation et d'attribution.

Il est nécessaire que le PV d'ouverture fasse l'objet d'un document à part en raison de l'obligation de le transmettre aux soumissionnaires.

Les lettres d'informations aux soumissionnaires non retenus n'ont pas été établies, en violation des dispositions des articles 77 et 83 du CMP.

Les offres des soumissionnaires ne sont pas versées dans le dossier de passation.

DRP N°6211 ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES ET DE LA MOBILISATION (DPMM)

En outre la DRP ne donne pas l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres d'invitation ont été envoyées.

La séance d'ouverture des plis s'est tenue 5 mois après la date limite de dépôt des offres, ce qui n'est pas conforme à l'esprit du CMP.

D'importants documents tels que le contrat et le cahier de charges ne sont pas versés dans le dossier de passation.

Les lettres d'informations aux soumissionnaires de même que la notification d'attribution ne sont pas établies.

Le reliquat sur la ligne budgétaire correspond exactement au montant de l'offre retenue. Cette coïncidence est d'autant plus surprenante que l'enveloppe disponible n'a pas été mentionnée dans la lettre d'invitation.

Quatre pro forma sont datées entre le 14 et le 20 mai 2009. La pro forma de l'attributaire date du 1er septembre 2009. L'ouverture des offres a été faite le 15 septembre 2009. Cette incohérence dans les dates, et surtout la date de facture pro forma de l'attributaire postérieure à la date

limite de dépôt des offres annoncée dans la lettre d'invitation laisse penser à une régularisation consistant à avantager ledit attributaire.

Une Collusion a été notée entre les fournisseurs Imprimerie Serigne Saliou, Imprimerie El hadj Senghor, Univers Impression, Imprimerie Typo Reliure et SEDECO (factures similaires).

DRP N°6311 FOURNITURES DE BUREAU DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES ET DE LA MOBILISATION (DPMM)

Le procès verbal de dépouillement sert de rapport d'évaluation et de PV d'attribution. L'ouverture des plis s'est tenue 3 mois après la date de dépôt des offres, ce qui n'est pas conforme à l'esprit du CMP.

Une collusion est notée entre Soumbar Express service, Technopointe plus, Espace global, GIE YACE, Menda Service)

DRP N°6212 MATERIELS ET PRODUITS D'ENTRETIEN DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES ET DE LA MOBILISATION (DPMM)

Les mêmes fournisseurs sont consultés pour cette DRP (Soumbar Express Service, Technopointe Plus, Espace global, GIE YACE, Menda Service); une progression arithmétique de raison 5 000 est constatée sur certains articles.

DRP N°6299 AUTRES ACHATS BIENS ET SERVICES DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES ET DE LA MOBILISATION (DPMM)

Les cinq offres sont similaires. Les mêmes fautes d'orthographe ont été commises « 3000 livret matricules » laissant présager une collusion. De plus, le montant de l'offre retenue correspond à 100 F CFA près au budget. Les dates d'établissement des DRP et de dépôt des offres sont trop éloignées 8 janvier 2009 au 20 avril 2009.

DRP ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES

Dans le cadre de notre échantillon, 4 commandes ont été passées pour la même nature de prestations (entretien et réparation de véhicules) pour un montant cumulé de 24 999 388 F CFA. Ces marchés auraient du normalement être regroupés et non fractionnés en 4 marchés différents, conformément à l'article 6 du CMP.

Il s'agit d'un fractionnement des commandes en vue d'éviter une procédure d'appel d'offres, en violation des dispositions du CMP.

Les lettres de consultation du Garage Ndoye et Frères et Carrosserie de l'Amitié et les offres des soumissionnaires n'ont pas été jointes.

DRP AUTRES ACHATS BIENS ET SERVICES

Il s'agit de matériel informatiques, les spécifications techniques devaient être mentionnées dans un cahier de charges.

Sur l'annexe des articles demandés, il a été mentionné des ordinateurs DELL et HP pour les imprimantes sans ajout de la mention « ou équivalent », en violation des dispositions de l'article 7 du CMP.

DRP° FOURNITURES DE BUREAU (DAAEB)

DRP FOURNITURES DE PRODUITS D'ENTRETIEN (DAAEB)

DRP CONSOMMABLES INFORMATIQUES (DAAEB)

Seule l'offre de l'attributaire est versée dans le dossier de passation ce faisant, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la conformité de l'opération par rapport au CMP

DRP AUTRES FOURNITURES (DPMM)

La date marquée sur toutes les factures a été faite au stylo rouge et du BLANCO efface la mention de facture PROFORMA.

Les factures (Soumbar express service, Technopointe plus, Espace Global, GIE YACE, Menda Service) présentent des ressemblances frappantes au niveau du contenu et de la forme, ce qui laisse présumer qu'elles proviennent de la même source.

DRP ACQUISITION DE MOBILIERS DE BUREAU - SERVICES CENTRAUX DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES DE L'EQUIPEMENT

Il est établi un seul document servant à la fois de procès verbal d'ouverture des plis, de rapport d'évaluation et de procès verbal d'attribution.

Excepté l'attributaire, les autres soumissionnaires ont coté au delà des seuils de DRP de fournitures et services, ce qui est surprenant de la part de fournisseurs au fait des procédures de passation de marchés et des seuils applicables. Il s'agit de ACI SARL (15 959 500 F CFA), ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES (17 006 750 F CFA), IMEXIS (16 520 000 F CFA) et COMUSEN (15 089 250 F CFA).

Dans le cadre de notre échantillon, nous relevons 2 marchés portant sur les mêmes natures de fournitures (mobilier de bureau) acquis par la Direction des Affaires Administratives et de l'Équipement pour un montant cumulé de 27 011 000 FCFA, soit largement au dessus du seuil de passation d'un marché de fournitures. Il s'y ajoute que ces 2 marchés sont passés presque au cours de la même période (janvier et février 2009). Il s'agit d'un fractionnement des commandes, en violation des dispositions du CMP.

DRP MAINTENANCE DU PARC AUTOMOBILE DES SERVICES CENTRAUX DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES DE L'EQUIPEMENT ET DU BUDGET

Dans le cadre de notre échantillon, 4 commandes ont été passées pour la même nature de prestations (entretien et réparation de véhicules) pour un montant cumulé de 24 999 388 F CFA. Ces marchés auraient du normalement être regroupés et non fractionnés en 4 marchés différents, conformément à l'article 6 du CMP.

Il s'agit d'un fractionnement des commandes en vue d'éviter une procédure d'appel d'offres, en violation des dispositions du CMP.

Un seul document a été établi servant à la fois de procès verbal d'ouverture des plis, de rapport d'évaluation et d'attribution.

Les offres n'ont pas été jointes.

De nombreux prix sont identiques. Le concessionnaire (CITROEN) qui a effectué la vente n'a pas été consulté.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

ENTENTES DIRECTES

Se conformer aux articles 75 et 76 du CMP qui régissent les ententes directes.

AOO N° T-0630/09 DU 15/09/09 CONSTRUCTIONS NEUVES AU PROFIT DES ARMEES

Veiller à se conformer aux dispositions de la réglementation en matière de contrôle a priori.

AOO N° T-0894/09 DU 11/11/09 REHABILITATION DES BATIMENTS EN ZONES MILITAIRES 2 ET 4 A SAINT –LOUIS, TAMBA, KEDOUGOU ET BAKEL (LOTS N° 2 ET 3)

Veiller à examiner les pièces de qualification a posteriri afin d'éviter les rejets d'offres non justifiées lors de l'évaluation

AOO N° F-0128/10 du 17/02/2010 Fourniture de pièces détachées et pneumatiques pour DIRMAT (7 LOTS INDIVISIBLES)

AOO N° F.0029/10 FOURNITURE DE PIECES DETACHEES D'ORIGINE POUR CAMIONNETTES TACTIQUES ET CAMIONS DE TRANSPORT DE TROUPE, DE BOIS, FER AINSI QUE DE LOTS EN PNEUMATIQUES ET DE LOTS EN PEINTURE (LOT 7)

AOO N° F.0030/10 FOURNITURE DE PIECES DETACHEES D'ORIGINE POUR CAMIONNETTES TACTIQUES ET CAMIONS DE TRANSPORT DE TROUPE, DE BOIS, FER AINSI QUE DE LOTS PNEUMATIQUES ET DE PEINTURE (LOT 4)

Veiller à se conformer aux dispositions de la législation en matière d'accès des entreprises à la commande publique. Bannir les négociations pour ajuster les prix des marchés attribués à la suite d'appel d'offres

AOO N° F.0991/09 FOURNITURE DE PIECES DETACHEES AUTO-MOTO (LOT 9)

Se conformer aux décisions consignées dans les procès verbaux.

AOO (MARCHE N° F0764/09) FOURNITURE DE MATERIELS ET OUTILLAGES TECHNIQUES DE CASERNEMENT AU PROFIT DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Veiller à éviter de requérir des conditions de qualification disproportionnées par rapport aux besoins du marché.

AOO (MARCHE N° F1031/09) FOURNITURE D'EQUIPEMENT AU PROFIT DE LA MARINE NATIONALE / EQUIPEMENT DE PLONGEE (LOT 4)

formaliser les demandes de prorogation des délais de validité des offres et des garanties ;

Assurer l'information des soumissionnaires non retenus conformément aux dispositions du CMP.

AOO (MARCHE N° F0902/09) ACQUISITION D'ARMOIRES METALLIQUES INDIVIDUELLES DE CAMPAGNE

Se conformer aux articles 27 du COA et 66 du CMP et relatifs respectivement à l'avis d'appel d'offres et sur la qualification des candidats.

AOR N° F-0027/10 du 07/01/10 FOURNITURE D'ENGINS DE TRAVAUX PUBLICS, DE GROUPES ELECTROGENES ET PIECES DE RECHANGES POUR GROUPES ET EPURATEURS D'EAU, DE MATERIELS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE, ELECTRICITE ET CABLAGE ET DIVERS MATERIELS D'OUTILLAGE ET OUVRIERS SPECIALISES (5 LOTS) : LOT 3 : FOURNITURE DE MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.

AOR N° S/114/10 DU 11/02/10 ACHEMINEMENT PAR VOIE MARITIME DES VEHICULES EN PROVENANCE DES ETATS UNIS D'AMERIQUE (USA) CEDES AUX FORCES ARMEES SENEGALAISES

AOR N° F-123/10 DU 17/02/10 ACQUISITION DE MATERIEL DE STOCKAGE D'EAU ET DE TENTES DE COULEUR BLANCHE (LOTS 1 ET 2)

Veiller à éviter de demander des autorisations pour recourir à des modes de passation dérogatoires.

Veiller à se conformer à la réglementation en matière de contrôle a priori par la DCMP.

AOR N° F-0217/10 DU 31 MARS 2010 FOURNITURE D'ENGINS DE TP, DE GROUPES ELECTROGENES ET PIECES DE RECHANGES POUR GROUPES ET EPURATEURS D'EAU, DE MATERIELS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE, ELECTRICITE ET CABLAGE ET DIVERS MATERIELS D'OUTILLAGES ET OUVRIERS SPECIALISES (LOT N° 1)

Les Veiller à éviter de requérir des autorisations de recours non justifiés à des modes dérogatoires.

Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.

DRP N°6219 AUTRES FOURNITURES DIRECTION DES ARCHIVES ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE (DAPH)

Etablir le PV d'ouverture des plis dans un document distinct des autres PV et le notifier aux soumissionnaires.

Veiller à informer systématiquement les soumissionnaires non retenus.

Veiller à un archivage exhaustif des dossiers de marchés.

DRP N°6211 ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES ET DE LA MOBILISATION (DPMM)

Etablir des lettres de consultation en bonne et due forme avec toutes les informations nécessaires.

Procéder à l'ouverture des plis immédiatement à l'expiration des date et heure limites de dépôt des offres, conformément aux dispositions du CMP.

Veiller à assurer une réelle concurrence des candidats en leur fournissant les mêmes informations et en bannissant les manœuvres collusoires.

Etablir le PV d'ouverture des plis dans un document distinct des autres PV et le notifier aux soumissionnaires

Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.

DRP N°6212 MATERIELS ET PRODUITS D'ENTRETIEN DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES ET DE LA MOBILISATION (DPMM)

Veiller à assurer une réelle concurrence des candidats en leur fournissant les mêmes informations et en bannissant les manœuvres collusives.

DRP N°6299 AUTRES ACHATS BIENS ET SERVICES DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES ET DE LA MOBILISATION (DPMM)

Veiller à assurer une réelle concurrence des candidats en leur fournissant les mêmes informations et en bannissant les manœuvres collusoires.

DRP ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES

Bannir les pratiques de fractionnement des commandes.

Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.

DRP AUTRES ACHATS BIENS ET SERVICES

Veiller à indiquer précisément les spécifications des fournitures dans le dossier d'appel à la concurrence.

DRP - FOURNITURES DE BUREAU (DAAEB)

DRP - FOURNITURES DE PRODUITS D'ENTRETIEN (DAAEB)

DRP - CONSOMMABLES INFORMATIQUES (DAAEB)

Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.

DRP - AUTRES FOURNITURES (DPMM)

Bannir les pratiques collusives

DRP- REALISATION DE MOBILIERS DE BUREAU AUX SERVICES CENTRAUX DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES DE L'EQUIPEMENT

Veiller à bannir les pratiques de fractionnement des commandes.

Etablir un PV d'ouverture des plis distinct des autres PV

Bannir les pratiques collusives.

DRP MAINTENANCE DU PARC AUTOMOBILE DES SERVICES CENTRAUX DIRECTION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES DE L'EQUIPEMENT ET DU BUDGET

Bannir les pratiques de fractionnement des commandes.

Etablir un PV d'ouverture des plis distinct des autres procès verbaux

Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	ED N° F0519/09	ED N° F0517/09	ED N° S.0549/09	ED N° S.0550/09	ED N° S 0629/09	ED N° F 0948/09	ED N° F 0518/09
Nature	Pièces de rechange pour hélicoptères AB206 ET U.H.1	Fourniture de matériel aéronautique : pièces de rechange pour visites périodiques sur les avions FOKKER 27	Révision de deux (02) moteurs d'avions FOKKER 27	Fourniture de deux (02) hélices d'avions FOKKER 27	Révision d'un moteur d'hélicoptère « écureuil » de l'armée de l'air	Révision partielle de l'avion FOKKER 27	Fourniture de pièces de rechange des hélicoptères mi 2, mi 17 et mi 35 équipant l'armée de l'air
Attributaires	Société Africa Assistance (SAS)	Société Africa Assistance (SAS)	Société Africa Assistance (SAS)	Sénégal Aérospace Support (SAS)	Société Africa Assistance (SAS)	Société Africa Assistance (SAS)	AD TRADE BELGIUM
Montants en F CFA TTC	50 689 756 F CFA	99 310 244 F CFA	299 998 178 F CFA	140 001 822 F CFA	19 986 558 F CFA	149 351 199 F CFA	73 654 132 F CFA
Violation des articles 75 et 76 du CMP sur les ententes directes	√	√	√	√	√	√	√

Description	ED N° F 0715/09	ED N° S.0913/09	ED N° F.1032/09	ED N° S.0516/09	ED N° F.0163/09	ED N° F.0725/09	ED N° F.0735/09
Nature	Fourniture de matériel de servitude et d'environnement aéronautique pour les hélicoptères mi17 et mi35	Révision partielle de l'hélicoptère « alouette »iii s/n°1344 immatricule 6w SHN	Fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques (Marché non exécuté)	Assurance des aéronefs, du personnel naviguant et de la soute à carburant	Acquisition de munitions	Acquisition de 500 gilets pare-balle de niveau iv avec protection pelvienne complète	Avenant n°1 au marché n°f.603/08
Attributaires	AD TRADE BELGIUM	ROTOR & AIR CRAFT	PNA	AXA ASSURANCE	SOFEXI	IVEMA	SSDS
Montants en F CFA TTC	148 231 195 F CFA	44 578 048 F CFA	50 049 100 F CFA	72 800 000 F CFA	2 499 865 246 F CFA	380 000 000 F CFA	193 944 966 F CFA
Violation des articles 75 et 76 du CMP sur les ententes directes	√	√	√	√	√	√	√

Description	ED N° F.0823/09	ED N° S.1005/09	ED N° T.1079/09	ED N° F.0036/10	ED N° F.0042/10	ED N° F.0097/10	ED N° F.0164/09
Nature	Fourniture d'équipements individuels anti-émeute complets	Entretien et maintenance des unités navales de la marine	Exécution des carnages et des travaux de réparations majeures des moyens navals et infrastructures techniques des bases navales et fourniture d'énergie électrique aux unités navales à quai	Acquisition de matériel de déminage	Acquisition de moyens de transmissions	Fourniture de matériels de largage de troupes aéroportées	Fourniture de matériels de transmission
Attributaires	A.B.S	Wartsila West Africa	Dakarnave	Dakar Distribution	COSEMAD Equipement	Datong Afrique International	PI.COM
Montants en F CFA TTC	270 857 400	150 000 000	700 000 000	43 257 856	1 552 629 185	167 499 980	599 880 500
Violation des articles 75 et 76 du CMP sur les ententes directes	√	√	√	√	√	√	√

Description	ED N° F.0165/09	ED N° F.0641/09	ED N° F.0663/09	ED N° F.0124/10	ED N° F.1009/09	ED N° F.0556/09
Nature	Acquisition de munitions de guerre et d'exercice global	Acquisition de matériels militaires	Acquisition de matériels de protection : gilets anti-fragmentation t10 niveau 3 et casques onusiennes	Acquisition de deux (02) structures modulaires en aluminium anodise avec leurs accessoires d'accompagnement	Avenant n°1 au marché n°f.663/09 relatif a la fourniture de gilets t.10 niveau 3 et casques	Acquisitions de piles sèches 28 lithium
Attributaires	GRAME	Marck	A.C.I	UNIPACK Sénégal	A.C.I	DLG Diffusion
Montants en F CFA TTC	799 824 736	150 000 000	250 000 000	420 458 950	60 000 000	88 375 000
Violation des articles 75 et 76 du CMP sur les ententes directes	√	√	√	√	√	√

Description	AOO N° T-0630/09	AOO N° F-0128/09	AOO N° F-0029/10	AOO N° F-0030/10
Nature	Constructions neuves au profit des Armées (lots 3 et 4)	Fourniture de pièces détachées et pneumatiques pour DMA (7 lots indivisibles)	Fourniture de pièces détachées d'origine pour camionnettes tactiques et camions de transport de troupe, de bois, fer... (lot 7)	Fourniture de pièces détachées d'origine pour camionnettes tactiques et camions de transport de troupe, de bois, fer... (lot 7)
Attributaires	Kandji et Frères	CFAO Sénégal	AZ Color	ACD
Montants	Lot 3 : 87 475 038 F HT/HD Lot 4 : 106 032 404 F HT/HD	226 317 800 F HT/HD	35 000 000 F HT	47 000 000 F HT
Exécution de marché différée pour insuffisance des crédits en violation de l'article 9 du NCMP				√
Violation de l'article 27 du COA sur la qualification des candidats			√	√
Appel d'offres déclaré infructueux par la Commission des Marchés sans autorisation préalable de la DCMP en violation de l'article 64 du NCMP	√			
Violation des dispositions relatives à l'article 66 du NCMP portant sur les avis d'appel d'offres		√		
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	√	√		
Violation des articles 68, 69 et 70 du NCMP sur la recevabilité, analyse, évaluation et comparaison des offres		√		

Description	AOO N° F-0764/09	AOO N° F0990/09	AOO N° F01031/09	AOO N° F0902/09
Nature	Fourniture de matériels et outillages techniques de casernement au profit de la Gendarmerie Nationale	Fourniture de pièces détachées auto et moto au profit de la gendarmerie	Fourniture d'équipement au profit de la gendarmerie nationale	Acquisition d'armoires individuelles et campagnes métalliques
Attributaires	COMSES SA	SEVAM	CENTRALE DE LA MER	SENEGAL EQUIP
Montants	94 950 116 F TTC	68 378 109 F HT/HD	44 059 730 F	99 990 000 HT/HD
Violation de l'article 27 du COA sur				√
Violation des dispositions relatives à l'article 66 du NCMP portant sur les avis d'appel d'offres	√			√
Violation des dispositions relatives à l'article 83 du NCMP portant sur la notification d'attribution et l'information aux candidats non retenus	√	√		

Description	AOR N° F-0027/10	AOR N° F-0217/10	AOR N° S/114/10	AOR N° F-123/10
Nature	Fourniture d'engins de travaux publics, groupes électrogènes et pièces...	Fourniture d'engins de travaux publics, groupes électrogènes et pièces...	Acheminement par voie maritime des véhicules en provenance des USA	Acquisition de matériel de stockage d'eau et de tentes de couleur blanche
Attributaires	TECSEN	ABS		
Montants	52 846 403 HT/HD	970 275 000		
Violation des dispositions relatives à l'article 52 des directives de l'UEMOA portant sur les délais de réception des offres dans les procédures ouvertes ou restreintes		√		
Violation des dispositions relatives à l'article 67-4 du NCMP portant sur l'ouverture des plis	√		√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 83 du NCMP portant sur la notification d'attribution et l'information aux candidats non retenus	√			
Violation des dispositions relatives à l'article 138 du NCMP portant sur le contrôle a priori de passation des marchés publics	√			√

Description	DRP	DRP	DRP	DRP	DRP
Nature	Réalisation de Mobilier de bureau DAAE	Fourniture de Mobilier de bureau DAAEB	Fournitures de Bureau DAAEB	Fournitures de Bureau	Produits d'entretien (DAAEB)
Attributaires	Entreprise Boussobé	ACI SARL	Entreprise Boussobé	ACI SARL	ACI SARL
Montants en F CFA TTC	13 759 600	13 251 400	13 216 000	5 784 000	5 550 000
Offres des soumissionnaires non versées dans le dossier	√	√	√	√	√
Violation de l'article 4 du CMP sur la terminologie utilisée				√	
Violation de l'article 77 du CMP sur la procédure des DRP	√	√	√	√	√
Contrats non soumis à la formalité d'enregistrement		√	√	√	

Description	DRP	DRP	DRP	DRP	DRP
Nature	Consommables informatiques (DAAEB)	Fournitures de bureau	Matériels Pédagogiques et didactiques	Entretien et réparation véhicules	Entretien et réparation véhicules
Attributaires	BIP Distribution	BCI	B C I	Garage I. Guèye	SIEPA
Montants en F CFA TTC	9 299 580	3 000 000	6 000 000	5 000 000	10 000 000
Offres des soumissionnaires non versées dans le dossier			√	√	√
Violation de l'article 4 du CMP sur la terminologie utilisée				√	√
Violation de l'article 12 du CMP sur le cahier des charges				√	
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires			√		
Violation de l'article 27 des directives de l'UEMOA sur le fractionnement				√	
Violation de l'article 53 du CMP sur seuils de passation				√	
Violation de l'article 67-4 du CMP sur l'ouverture des plis					√
Violation de l'article 77 du CMP sur la procédure des DRP	√		√		
Nature et volume des prestations non précisées dans les DRP			√	√	√
Contrats non soumis à la formalité d'enregistrement		√			

Description	DRP N°	DRP N°	DRP N°	DRP N° 6211	DRP N° 6299
Nature	Entretien et réparation véhicules	Entretien et réparation véhicules	Autres achats biens et services	Fournitures de Bureau Direction des Personnels militaires	Autres achats biens et services (DPMM)
Attributaires	Espace Auto	Garage I. Guèye	Technopointe Plus	Serigne Saliou	Serigne Saliou
Montants en F CFA TTC	4 999 888	4 999 500	3 020 800	3 291 905	5 551 900
Offres des soumissionnaires non versés dans le dossier	√		√		
Nature et volume des prestations non précisées dans les DRP	√	√			
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA					√
Violation de l'article 4 du CMP sur la terminologie utilisée	√	√	√		
Violation de l'article 7 du CMP sur les noms de marque			√		
Violation de l'article 12 du CMP sur le cahier des charges			√		
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires			√		
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique				√	√
Violation de l'article 67-4 du CMP sur l'ouverture des plis		√		√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√				√
Violation des dispositions relatives à l'article 83 du NCMP portant sur la notification d'attribution et l'information des candidats non retenus				√	

Description	DRP N° 6311	DRP N° 6212	DRP N° 6219	DRP	DRP
Nature	Fournitures de Bureau (DPMM)	Matériel et Produits d'entretien (DPMM)	Autres fournitures pour DAPH	Autres fournitures (DPMM)	Fournitures de bureau
Attributaires	Menda service	Menda service	EBTP	Menda service	GIE BCI
Montants en F CFA TTC	4 002 855	2 005 410	2 000 000	2 920 854	2 000 000
Offres des soumissionnaires non versés dans le dossier					√
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√		√	
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires			√		√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√		√	
Violation de l'article 67-4 du CMP sur l'ouverture des plis	√	√			
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 83 du NCMP portant sur la notification d'attribution et l'information des candidats non retenus	√		√		

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématisé le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux à effectuer

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon est composé comme suit :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

Pour les marchés passés par entente directe, le consultant prendra les dispositions pour s'assurer du contrôle des prix de revient.

Dans ses recommandations, le Consultant donnera des indications claires sur les marchés dans lesquels il y a des indices des fraudes et de corruption afin de permettre à l'ARMP de poursuivre les investigations appropriées.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellule de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 : REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA,
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics,
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP,
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP,
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics,
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;

- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;e
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 96 - 06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;
- loi 96 - 07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;
- loi n° 96-09 du 22 mars 1996 fixant l'organisation administrative et financière de la commune d'arrondissement et ses rapports avec la ville ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
-

3.2 PHASE N° 2 : ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Ministère des Forces Armées pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulés pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 : VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas de reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettra soit de tirer des conclusions soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMF sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,

- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci - après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE 1 : AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations, c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par

- la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE 2 : AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE 3 : AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels ;
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif ;
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités ;
- vérification du contenu des contrats ;
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**) ;
- vérification de la conformité des avenants éventuels ;
- vérification de la gestion des éventuels litiges ;
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières) ;
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés du Ministère des Forces Armées qui est compétente pour les opérations de passation des marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés.

L'acte de nomination de la Commission des Marchés (CM) du MFA a été pris en date du 05 février 2009 (Arrêté du Ministre des Forces Armées N°00822 du 5 février 2009). Ainsi, la Commission des Marchés pouvait siéger et statuer sur les dossiers de passation des marchés dès lors que les conditions de quorum étaient remplies.

La mission a relevé que la Commission des Marchés n'a pas préparé son rapport annuel pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009 et nous n'avons par ailleurs aucune trace de la transmission des procès verbaux d'ouverture aux soumissionnaires ou d'information des soumissionnaires non retenus au termes des procédures de sélection.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Cellules de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 16 janvier 2009 Arrêté du Ministre des Forces Armées N°00821 du 5 février 2009 modifié par l'arrêté 06884 du 28 juillet 2009 suite au départ à la retraite du CNE Guèye).

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas produit ses rapports trimestriels comme stipulé dans le CMP et nous n'avons pas par ailleurs trouvé dans les dossiers de passation des marchés les documents relatifs à leur exécution financière.

Les statistiques mensuelles sont régulièrement transmises à la DCMP

Les membres de la CPM tout comme ceux de la CM ont tous suivi des formations sur le NCMP ; ils ont une très bonne maîtrise des procédures de passation des marchés.

4.1.3 CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics ont été signées par tous les membres et suppléants de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés conformément au décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics. Il faut cependant noter que le bordereau d'envoi à la DCMP et à l'ARMP des arrêtés portant création des organes de la passation des marchés (Commission des Marchés, Cellule de Passation des Marchés) et de nomination de leurs membres et suppléants ainsi que les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique ne comporte par ailleurs pas de décharge attestant la transmission effective desdits documents aux destinataires désignés. Mais dans tous les cas de figures le constat est que leur transmission aux organes de contrôle et de régulation ne s'est pas faite dans les délais requis.

4.1.4 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné dans le format requis, il est transmis à la DCMP le 23 janvier 2009 conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP, nous notons un retard dans la transmission. Plusieurs révisions du PPM ont été transmises en cours d'exercice à la DCMP pour tenir compte des révisions budgétaires. Le PPM est présenté dans le format défini par la DCMP et comporte les estimations de coûts.

4.1.5 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le Quotidien « Le Soleil » du 04 février 2009 pour l'Armée et 15 janvier 2009 pour la Gendarmerie est conforme au PPM publié sur le portail des marchés publics. Le Ministère des Forces Armées s'est conformé à son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais réglementaires.

4.1.6 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU MFA

TABEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU MINISTRE DES FORCES ARMEES EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

TABEAU DE SYNTHESES DES SEUILS ET AUTORITES D'APPROBATION EN VERTU DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
montant du marché est inférieur à 50 000 000 F CFA	Ministre des Forces Armées
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts par mode de passation :

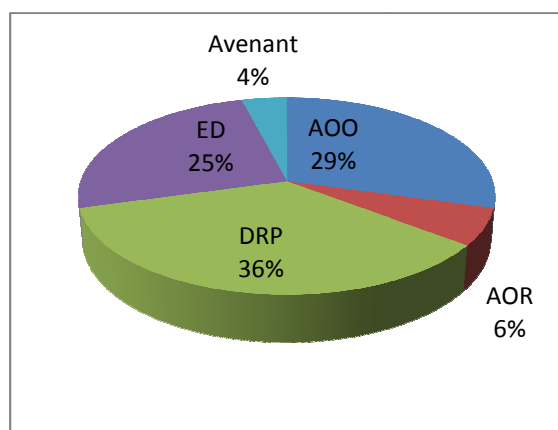
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appels d'offres ouverts (AOO)	29	1 621 965 211	13	1 182 708 786	44,83%	72,92%
Appels d'offres restreints (AOR)	6	2 903 474 534	4	2 231 588 282	66,67%	76,86%
Demandes de Propositions (DP)						
Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)	35	236 456 375	20	119 653 692	57,14%	50,60%
Ententes directes (ED)	25	9 221 299 085	25	9 221 299 085	100%	100%
Avenants	4	261 454 396	3	201 454 396	75%	77,05%
TOTAL	99	14 244 649 601	65	12 956 704 241	65,66%	90,96%

Un échantillon a été constitué à partir de la liste des marchés exécutés conformément aux termes de référence.

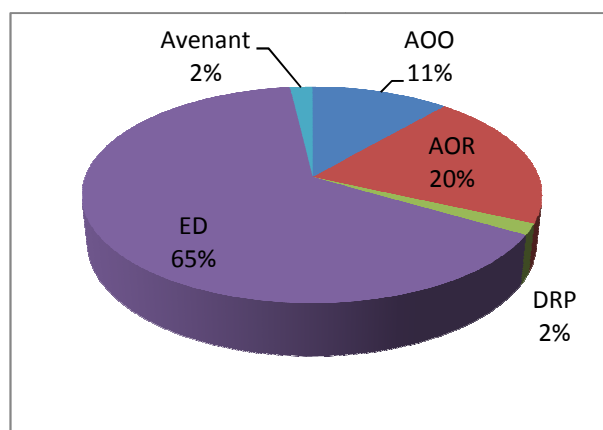
Quatre vingt dix neuf (99) marchés nous ont été présentés représentant une valeur globale qui se chiffre à 14 244 649 601 F CFA.

Au final, nous avons examiné 25 ententes directes, 13 appels d'offres ouverts, 4 appels d'offres restreints, 20 DRP et 3 avenants, ce qui ramène notre taux de couverture à 65,66 % en nombre et 90,96 % en valeur.

La répartition des marchés transmis se présente comme suit :



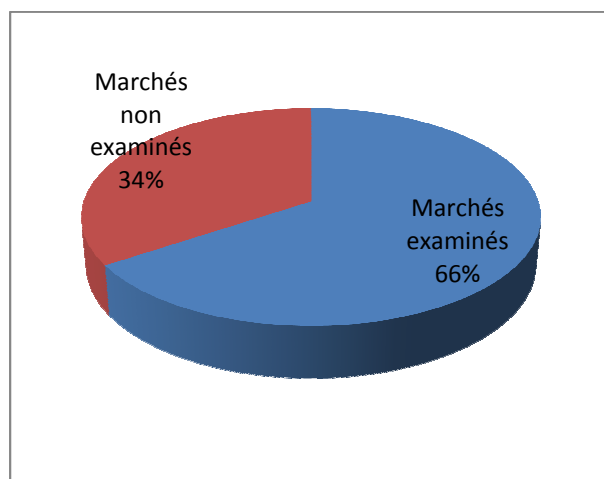
En nombre



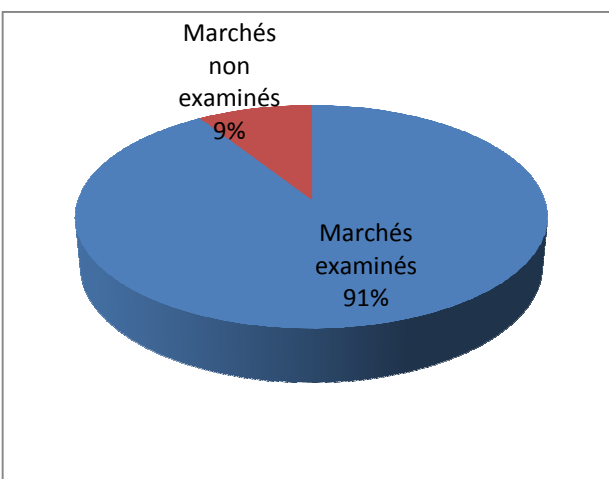
En valeur

CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation.

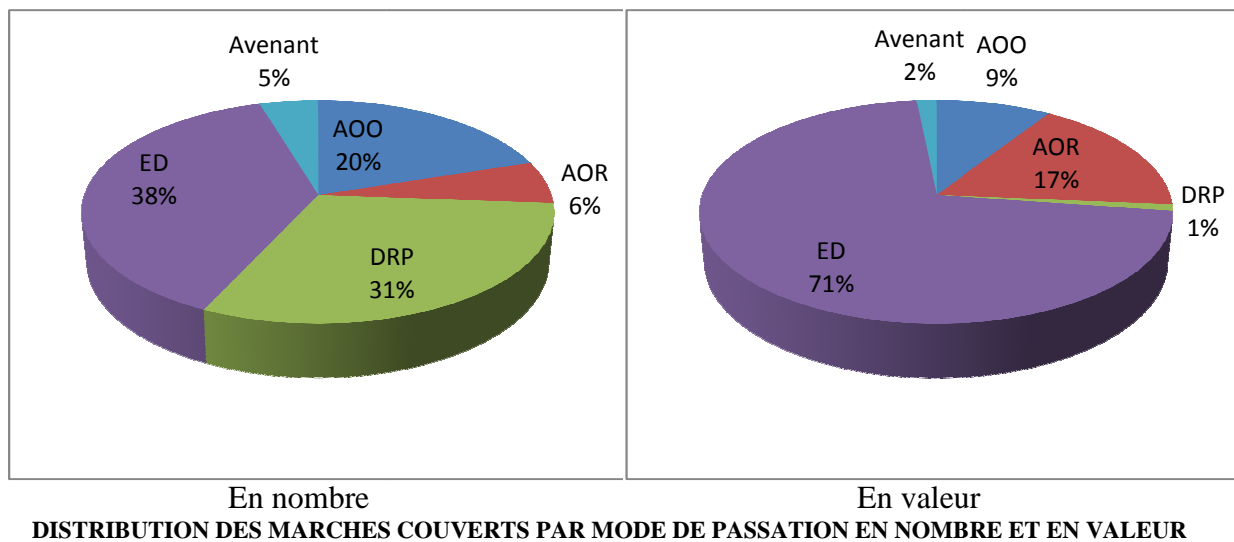


En nombre



En valeur

CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



4.2.2 MARCHES CONCLUS PAR ED

DESCRIPTION	ENTENTES DIRECTES			
	PIECES DE RECHANGES POUR HELICOPTERES AB206 ET U.H.1	FOURNITURE DE MATERIEL AERONAUTIQUE : PIECES DE RECHANGE POUR VISITES PERIODIQUES SUR LES AVIONS FOKKER 27	REVISION DE DEUX (02) MOTEURS D'AVIONS FOKKER 27	FOURNITURE DE DEUX (02) HELICES D'AVIONS FOKKER 27
Attributaires	Société Africa Assistance (SAS)	Société Africa Assistance (SAS)	Société Africa Assistance (SAS)	Sénégal Aerospace Support (SAS)
N° Marché	F0519/09	F0517/09	S.0549/09	S.0550/09
Montants en F CFA HT/HD	50 689 756 F CFA	99 310 244 F CFA	299 998 178 F CFA	140 001 822 F CFA
Date d'approbation	-	-	17 août 2009	17 août 2009
Date de notification	-	-	26 août 2009	08 septembre 2009
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - les contrats ne comportent pas la clause relative à l'engagement des attributaires à se soumettre au contrôle de leurs prix de revient tel qu'il est prescrit par l'article 76 du CMP ; - les raisons invoquées (expertise aéronautique avérée, amélioration du plateau technique) à l'appui des demandes d'autorisation de contracter par entente directe avec SAS (6 marchés pour un montant cumulé de 759 337 757 F CFA) ne sont pas prévues dans les cas limitatifs indiqués dans l'article 76 du CMP. Nous estimons que l'acquisition de pièces de rechanges pour avions ne répond pas aux conditions de passation de marché par entente directe. Hormis les hélicoptères de combat, aucune particularité ne justifie le secret ni en ce qui concerne les interventions ciblées (pièces de rechange pour visites périodiques, révision de moteurs et acquisition d'hélices), ni en ce qui concerne le matériel objet des interventions (avions FOKKER 27). En outre, le fait que les acquisitions aient été faites auprès de prestataires autres que les constructeurs, montre qu'il est possible de recourir à un appel d'offres - nous avons noté un fractionnement des marchés passés par entente directe relativement à la fourniture de pièces de rechange et à l'entretien du Fokker 27; - 			
Recommandations	Se conformer aux articles 75 et 76 du CMP qui régissent les ententes directes.			

DESCRIPTION	ENTENTES DIRECTES			
	REVISION D'UN MOTEUR D'HELICOPTERE « ECUREUIL » DE L'ARMEE DE L'AIR	REVISION PARTIELLE DE L'AVION FOKKER 27	FOURNITURE DE PIECES DE RECHANGE DES HELICOPTERES MI 2, MI 17 ET MI 35 EQUIPANT L'ARMEE DE L'AIR	FOURNITURE DE MATERIEL DE SERVITUDE ET D'ENVIRONNEMENT AERONAUTIQUE POUR LES HELICOPTERES MI17 ET MI35
Attributaires	Société Africa Assistance (SAS)	Société Africa Assistance (SAS)	AD TRADE BELGIUM	AD TRADE BELGIUM
N° Marché	S 0629/09	F 0948/09	F 0518/09	F 0715/09
Montants en F CFA HT/HD	19 986 558 F CFA	149 351 199 F CFA	73 654 132 F CFA	148 231 195 F CFA
Date d'approbation	02 septembre 2009	-	14 juillet 2009	30 septembre 2009
Date de notification	22 septembre 2009	-	12 août 2009	22 octobre 2009
Non conformités	- les contrats ne comportent pas la clause relative à l'engagement des attributaires à se soumettre au contrôle de leurs prix de revient tel que prescrit par l'article 76 du CMP ;			
Recommandations	Se conformer à l'article 75 du CMP en matière d'entente directe.			

DESCRIPTION	ENTENTES DIRECTES	
	REVISION PARTIELLE DE L'HELICOPTERE « ALOUETTE »III S/N°1344 IMMATRICULE 6W SHN	FOURNITURE DE MEDICAMENTS ET PRODUITS PHARMACEUTIQUES (Marché non exécuté)
Attributaires	ROTOR & AIR CRAFT	PHARMACIE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT (P.N.A)
N° Marché	S.0913/09	F.1032/09
Montants en F CFA HT/HD	44 578 048 F CFA	50 049 100 F CFA
Date d'approbation	-	04 décembre 2009
Date de notification	-	11 septembre 2009
Non conformités	Le contrat ne comporte pas la clause relative à l'engagement des attributaires à se soumettre au contrôle de leurs prix de revient tel que prescrit par l'article 76 du CMP ;	Le différé de l'exécution du marché relatif aux médicaments est le fait de l'ordonnateur au motif que le prestataire n'a pas produit de garantie de bonne exécution alors que ce dernier en est dispensé, en sa qualité d'établissement sous contrôle de l'Etat, en vertu de l'article 112 du CMP ;
Recommandations	<p>Le marché par entente directe doit obligatoirement comprendre une clause de contrôle spécifique de prix de revient durant l'exécution des prestations, conformément à l'article 75 du CMP.</p> <p>La DCMP ne doit accorder l'autorisation de contracter par entente directe que sur la base des cas limitatifs indiqués dans l'article 76 du CMP qui régit les ententes directes.</p>	<p>Se conformer à l'article 112 du CMP sur les garanties de bonne exécution.</p> <p>La DCMP ne doit accorder l'autorisation de contracter par entente directe que sur la base des cas limitatifs indiqués dans l'article 76 du CMP qui régit les ententes directes</p>

DESCRIPTION	ENTENTES DIRECTES	
	ASSURANCE DES AERONEFS, DU PERSONNEL NAVIGUANT ET DE LA SOUTE A CARBURANT	ACQUISITION DE MUNITIONS
Attributaires	AXA ASSURANCE	SOFEXI (SOCIETE FRANÇAISE D'EXPLOITATION DE FOURNITURES INDUSTRIELLES)
N° Marché	S.0516/09	F.0163/09
Montants en F CFA HT/HD	72 800 000 F CFA	2 499 865 246 F CFA
Date d'approbation	14 juillet 2009	05 mars 2009
Date de notification	13 août 2009	09 mars 2009
Non conformités	L'autorisation de passer un contrat par entente directe avec AXA pour la couverture d'assurance des aéronefs sur la base de l'article 76 – 1 du CMP n'est pas conforme à l'esprit du code. En effet, les arguments développés à l'appui de la demande d'autorisation qui s'articulent autour de l'expérience de l'attributaire qui détiendrait ce contrat depuis 1974 pour des raisons liées à la participation de l'Etat dans le capital de AXA ne sauraient justifier une entente directe.	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
Recommandations	La DCMP ne doit accorder l'autorisation de contracter par entente directe que sur la base des cas limitatifs indiqués dans l'article 76 du CMP qui régit les ententes directes.	Aucune

DESCRIPTION	ENTENTES DIRECTES			
	ACQUISITION DE 500 GILETS PARE-BALLE DE NIVEAU IV AVEC PROTECTION PELVIENNE COMPLETE	AVENANT N°1 AU MARCHE N°F.603/08 PORTANT MODIFICATION DE LA SOURCE DE FINANCEMENT ET D'UN AJUSTEMENT DU MONTANT PAR RAPPORT AUX CREDITS DISPONIBLES.	FOURNITURE D'EQUIPEMENTS INDIVIDUELS ANTI-EMEUTE COMPLETS	ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES UNITES NAVALES DE LA MARINE
Attributaires	IVEMA	SSDS	A.B.S	Wartsila West africa
N° Marché	F.0725/09	F.0735/09	F.0823/09	S.1005/09
Montants en F CFA	380 000 000	193 944 966	270 857 400	150 000 000
Date d'approbation				
Date de notification	-			
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée			
Recommandations	Aucune			

DESCRIPTION	ENTENTES DIRECTES			
	EXECUTION DES CARENAGES ET DES TRAVAUX DE REPARATIONS MAJEURES DES MOYENS NAVALS ET INFRASTRUCTURES TECHNIQUES DES BASES NAVALES ET FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE AUX UNITES NAVALES A QUAI	ACQUISITION DE MATERIEL DE DEMINAGE	ACQUISITION DE MOYENS DE TRANSMISSIONS	FOURNITURE DE MATERIELS DE LARGAGE DE TROUPES AEROPORTEES
Attributaires	Dakarnave	Dakar Distribution	COSEMAD Equipement	Datong Afrique International
N° Marché	T.1079/09	F.0036/10	F.0042/10	F.0097/10
Montants en F CFA	700 000 000	43 257 856	1 552 629 185	167 499 980
Date d'approbation	-			
Date de notification	-			
Non conformités	<p>Le motif invoqué par le MFA pour justifier sa demande d'autorisation de contracter par entente directe notamment par un droit d'exclusivité dont disposerait DAKARNAVE n'est pas fondé. Le MFA aurait pu organiser un appel d'offres en y incluant des critères de qualification relatifs à la disponibilité des équipements adéquats pour effectuer les travaux tels que l'existence d'un dock flottant Nous estimons par conséquent que le marché d'entretien et de maintenance des unités navales de la marine ne répond pas aux conditions de passation de marché par entente directe.</p>			
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 76 du CMP qui régit les ententes directes.</p>			

DESCRIPTION	ENTENTES DIRECTES			
	FOURNITURE DE MATERIELS DE TRANSMISSION	ACQUISITION DE MUNITIONS DE GUERRE ET D'EXERCICE GLOBAL	ACQUISITION DE MATERIELS MILITAIRES	ACQUISITION DE MATERIELS DE PROTECTION : GILETS ANTI- FRAGMENTATION T10 NIVEAU 3 ET CASQUES ONUSIENNES
Attributaires	PI.COM	GRAME	Marck	A.C.I
N° Marché	F.0164/09	F.0165/09	F.0641/09	F.0663/09
Montants en F CFA	599 880 500	799 824 736	150 000 000	250 000 000
Date d'approbation	-			
Date de notification	-			
Non conformités	Les contrats ne comportent pas la clause relative à l'engagement des attributaires à se soumettre au contrôle de leurs prix de revient tel que prescrit par l'article 75 du CMP ;			
Recommandations	Se conformer à l'article 75 du CMP qui régit les ententes directes.			

DESCRIPTION	ENTENTES DIRECTES		
	ACQUISITION DE DEUX (02) STRUCTURES MODULAIRES EN ALUMINIUM ANODISE AVEC LEURS ACCESSOIRES D'ACCOMPAGNEMENT	AVENANT N°1 AU MARCHE N°F.663/09 RELATIF A LA FOURNITURE DE GILETS T.10 NIVEAU 3 ET CASQUES	ACQUISITIONS DE PILES SECHES PS 28 LITHIUM
Attributaires	UNIPACK Sénégal	A.C.I	DLG Diffusion
N° Marché	F.0124/10	F.1009/09	F.0556/09
Montants en F CFA	420 458 950	60 000 000	88 375 000
Date d'approbation	-		
Date de notification	-		
Non conformités	L'acquisition de structures en aluminium anodisé n'a rien de particulier qui puisse justifier une entente directe (420 458 950 F CFA) ; l'anodisation de l'aluminium consiste tout juste en un traitement de surface destiné à lui donner une meilleure résistance à l'usure, à la corrosion et à la chaleur des caractéristiques offertes par la plupart des fournisseurs de la place. ;		
Recommandations	Se conformer à l'article 76 du CMP qui régit les ententes directes.		

4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR AOO

AOO N° T-0630/09 du 15/09/09 Constructions neuves au profit des Armées	
Date du DAO	20 mai 2009
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO	28 mai 2009
Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres	05 juin 2009 dans le Soleil N° 11703
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	07 juillet 2009
Délai de préparation des offres	32 jours
Durée de validité des offres	90 jours
Date d'attribution	21 juillet 2009
Date de l'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative et le PV d'attribution	31 juillet 2009
Date de souscription	05 août 2009
Date de publication de l'avis d'attribution provisoire	06 août 2009 dans le Soleil N° 11756
Date de l'attestation d'existence de crédit	14 août 2009
Date d'approbation	02 septembre 2009
Date d'immatriculation	15 septembre 2009
Date de notification	28 septembre 2009
Date d'enregistrement des contrats	Néant
Date de publication de l'attribution définitive	l'avis n'a pu être publié faute de moyens financiers
Délai d'exécution	1 an
Budget pour 4 lots	385 000 000 F CFA
Attributaires	KANDJI ET FRERES
Montant en F CFA TTC	Lot 3 : 87 475 038 F HT/HD Lot 4 : 106 032 404F HT/HD
Non conformités	Le PV d'attribution provisoire n'a pas été soumis à l'ANO de la DCMP en violation des dispositions de l'arrêté N° 011580 du 28/12/07, relatif aux seuils de contrôle a priori des dossiers de

	<p>passation de marchés</p> <p>Il convient de noter que dans le cadre d'un marché constitué de plusieurs lots, le seuil de référence pour la soumission de l'attribution provisoire au contrôle a priori de la DCMP est le montant cumulé des différents lots.</p> <p>La garantie de bonne exécution réclamée n'a pas été transmise.</p>
Recommandations	<p>Veiller à se conformer aux dispositions de la réglementation en matière de contrôle a priori.</p>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOO N° T-0894/09 du 11/11/09 Réhabilitation des bâtiments en zones militaires 2 et 4 à Saint – louis, Tamba, Kédougou et Bakel (lots n° 2 et 3)			
Date de publication de l’Avis d’Appel d’Offres			12 mai 2009 dans le Soleil N° 11684
Date limite de dépôt des offres et d’ouverture des plis			11 juin 2009
Délai de préparation des offres			30 jours
Durée de validité des offres			90 jours
Date d’attribution			29 juin 2009
Date de l’ANO de la DCMP sur le rapport d’analyse comparative et le PV d’attribution			27 août 2009
Date de publication de l’avis d’attribution provisoire			03 septembre 2009 dans Le Soleil N° 11778
Date de souscription			09 septembre 2009
Date de l’attestation d’existence de crédits			15 octobre 2009
Date d’approbation			02 novembre 2009
Date d’immatriculation			11 novembre 2009
Date de notification			19 novembre 2009
Date d’enregistrement des contrats			23 novembre 09
Date de l’Avis de la DCMP sur le contrat			27 novembre 2009
Date de l’attestation des travaux faits			26 mars 2010
Délai d’exécution			6 mois
Budget pour 4 lots			311 873 000 F
Attributaires	Lot 1 : Réhabilitation de bâtiments en Zone 1 et 7 à Dakar-Bargny-Thiès	MBS	48 335 587 F CFA TTC
	Lot 2 : Réhabilitation de bâtiments en Zone 2 à Saint-Louis	Impacte Entreprise	23 069 073 F CFA TTC
	Lot 3 : Réhabilitation de bâtiments en Zone 4 à Tamba-Kédougou-Bakel	Impacte Entreprise	20 728 361 F CFA TTC
	Lot 4 : Réhabilitation de bâtiments en Zone 6 à Kolda	MBS	18 259 635 F CFA TTC

Non conformités	<p>La commission a souligné que les pièces administratives manquantes ont été fournies sauf celles de Kandji et frères qui a ainsi été éliminé pour défaut de pièces administratives.</p> <p>Cette élimination de l'entreprise KANDJI et frères n'est pas conforme à l'esprit du CMP. La procédure édictée par le CMP consiste d'abord à classer les offres et à requérir le complément de pièces administratives à l'entreprise classée première. Les pièces administratives constituent des pièces de qualification et sont donc examinées a posteriori.</p> <p>En cas d'impossibilité de l'entreprise classée première à fournir les pièces administratives, l'attribution est faite à l'entreprise classée 2^{ème} sous réserve qu'elle réponde aux conditions de qualification.</p>
Recommandations	<p>veiller à examiner les pièces de qualification a posteriri afin d'éviter les rejets d'offres non justifiées lors de l'évaluation</p>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOO N° F-0128/10 du 17/02/2010 Fourniture de pièces détachées et pneumatiques pour DIRMAT (7 lots indivisibles)	
Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres	16 et 17 mai 2009 dans le Soleil n° 11688 (1 ^{ère} Parution) 11 Juin 2009 dans le Soleil n° 11708 (2 ^{ème} Parution)
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	18 Juin 2009 (1 ^{ère} Parution) 30 Juin 2009 (2 ^{ème} Parution)
Délai de préparation des offres	1 mois (1 ^{ère} Parution) 19 jours (2 ^{ème} Parution)
Durée de validité des offres	60 jours
Date d'attribution provisoire	16 Juillet 2009
Date de publication de l'avis d'attribution provisoire	20 août 2009 dans le Soleil n° 11767
Date de souscription	16 novembre 2009
Date d'approbation	17 février 2010
Date d'immatriculation	18 février 2010
Date de notification	23 février 2010
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	05 Mars 2010 dans le Soleil n° 11931
Délai d'exécution	60 jours
Attributaire	CFAO SENEGAL
Montant	226. 317. 800 F CFA /HT HD
Non conformités	<p>Le Cahier des Charges contient une clause (article) 4 qui n'est pas conforme au CMP, notamment au principe de libre accès à la commande publique : « les entreprises qui ont des contentieux ou se trouvant dans la situation de conflit avec la Direction du Matériel des Armées ne sont pas autorisées à soumissionner ».</p> <p>En empêchant les entreprises en contentieux ou en conflit avec la Direction du Matériel de participer, l'Autorité contractante tranche unilatéralement ces situations en sa faveur, s'arrogeant ainsi un rôle de régulateur ou de juge. Tant que le contentieux n'est pas tranché, et l'entreprise concernée sanctionnée par l'ARMP ou la justice, l'Autorité contractante ne peut empêcher unilatéralement sa participation.</p>

Recommandations	Veiller à se conformer aux dispositions de la législation en matière d'accès des entreprises à la commande publique
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOO N° T.0695/09 REHABILITATION DE BATIMENTS EN ZONES MILITAIRES N°1, 6 ET 7 A DAKAR, BARGNY, THIES ET KOLDA (LOTS 1 ET 4)		
Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres		12 mai 2009 dans Le Soleil
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis		11 juin 2009
Date du contrat		09 septembre 2009
Date de notification		05 octobre 2009
Attributaire	M.B.S	
Montant	66 595 222 F CFA HT	
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée	
Recommandations	Aucune	
Commentaires de l'AC		
Appréciation du Consultant		

AOO N° F.0029/10 FOURNITURE DE PIECES DETACHEES D'ORIGINE POUR CAMIONNETTES TACTIQUES ET CAMIONS DE TRANSPORT DE TROUPE, DE BOIS, FER AINSI QUE DE LOTS EN PNEUMATIQUES ET DE LOTS EN PEINTURE (LOT 7)	
Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres	04 mai 2009 dans Le Soleil 11 juin 2009 dans Le Soleil n° 11 708
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	11 juin dans Le Soleil 30 juin 2009 dans Le Soleil
Délai de préparation des offres	37 jours
Date de souscription	27 octobre 2009
Date de l'attestation d'existence de crédits	05 décembre 2009
Date d'approbation	31 décembre 2009
Date de notification	19 janvier 2010
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	02 février 2010 dans « Le Soleil » n° 11 905
Attributaire	AZ COLOR
Montant	35 000 000 F CFA HT
Non conformités	<p>Le Cahier des Charges contient une clause (article) 4 qui n'est pas conforme au CMP, notamment au principe de libre accès à la commande publique : « les entreprises qui ont des contentieux ou se trouvant dans la situation de conflit avec la Direction du Matériel des Armées ne sont pas autorisées à soumissionner ».</p> <p>En empêchant les entreprises en contentieux ou en conflit avec la Direction du Matériel de participer, l'Autorité contractante tranche unilatéralement ces situations en sa faveur, s'arrogeant ainsi un rôle de régulateur ou de juge. Tant que le contentieux n'est pas tranché, et l'entreprise concernée sanctionnée par l'ARMP ou la justice, l'Autorité contractante ne peut empêcher unilatéralement sa participation.</p>
Recommandations	Veiller à se conformer aux dispositions de la législation en matière d'accès des entreprises à la commande publique
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOO N° F.0030/10 FOURNITURE DE PIECES DETACHEES D'ORIGINE POUR CAMIONNETTES TACTIQUES ET CAMIONS DE TRANSPORT DE TROUPE, DE BOIS, FER AINSI QUE DE LOTS PNEUMATIQUES ET DE PEINTURE (LOT 4)

Le marché n'est pas exécuté du fait de la réception des pièces détachées identiques de la coopération militaire allemande, si l'on se réfère à l'Etat d'exécution des marchés de l'Etat Major Général des Armées – Direction du Matériel des Armées du 09 avril 2010.

Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres		04 mai 2009 dans Le Soleil
		11 juin 2009 dans Le Soleil n° 11 708
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis		11 juin dans Le Soleil
		30 juin 2009 dans Le Soleil
Délai de préparation des offres		37 jours
Date d'attribution provisoire		30 décembre 2009
Date de publication de l'avis d'attribution définitive		02 février 2010 dans Le Soleil n° 11 905
Délai d'exécution		
Attributaire	A.C.D	
Montant	47 000 000 F CFA HT	
Non conformités	<p>Le Cahier des Charges contient une clause (article) 4 qui n'est pas conforme au CMP, notamment au principe de libre accès à la commande publique : « les entreprises qui ont des contentieux ou se trouvant dans la situation de conflit avec la Direction du Matériel des Armées ne sont pas autorisées à soumissionner ».</p> <p>En empêchant les entreprises en contentieux ou en conflit avec la Direction du Matériel de participer, l'Autorité contractante tranche unilatéralement ces situations en sa faveur, s'arrogeant ainsi un rôle de régulateur ou de juge. Tant que le contentieux n'est pas tranché, et l'entreprise concernée sanctionnée par l'ARMP ou la justice, l'Autorité contractante ne peut empêcher unilatéralement sa participation.</p> <p>Le lot 4 a été attribué, au terme de la procédure d'attribution, à ACD pour un montant de 87 082 850 F CFA alors que les crédits budgétaires disponibles se chiffrent à 47 000 000 F CFA. Ce faisant, le contrat a été conclu pour ce dernier montant en violation du CMP qui interdit par ailleurs toute modification des offres financières en dehors de la marge de fluctuation spécifiée dans les DPAO.</p>	

Recommandations	Veiller à se conformer aux dispositions de la législation en matière d'accès des entreprises à la commande publique Bannir les négociations pour ajuster les prix des marchés attribués à la suite d'appel d'offres.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOO N° F.0991/09 FOURNITURE DE PIECES DETACHEES AUTO-MOTO (LOT 9)	
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	27 août 2009
Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres	03 septembre 2009 Le Soleil n° 11778
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	06 octobre 2009
Délai de préparation des offres	33 jours
Date d'ANO de la DCMP sur l'attribution	11 novembre 2009
Date de notification d'attribution	13 novembre 2009
Date d'attribution provisoire	15 novembre 2009
Date du contrat	16 novembre 2009
Attributaire	SEVAM
Montant	82 711 891
Non conformités	<p>Le 08 octobre 2009, la commission technique évalue les offres. SICAS et Keur Mame Diarra n'ont pas fourni certaines pièces administratives et obtiennent un délai supplémentaire jusqu'au 15 novembre 2009.</p> <p>Cependant, la commission des marchés prend la décision d'attribuer provisoirement le marché à SEVAM pour 82 711 891 F CFA le 13 novembre 2009 alors que le délai accordés aux 2 autres soumissionnaires n'était pas encore arrivé à échéance.</p>
Recommandations	Se conformer aux décisions consignées dans les PV.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOO N° F.1065/09 FOURNITURE D'EFFETS, ARTICLE ET ATTRIBUTS D'HABILLEMENT	
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	-
Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres	5 et 6 septembre 2009 dans Le Soleil n° 11 779
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	06 octobre 2009
Délai de préparation des offres	30 jours
Attributaire	KEUR KHADIM
Montant	139 989 000 F CFA HT
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOO (MARCHE N° F0694/09) ACQUISITION DE VEHICULES ET SCOOTERS AU PROFIT DE LA GENDARMERIE	
Lot 1 : 13 Véhicules berline 05 CV	
Lot 2 : 13 Scooters 02 temps	
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	22 mai 2009
Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres	29 mai 2009 dans Le Soleil n° 11698
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	30 juin 2009
Délai de préparation des offres	30 jours
Durée de validité des offres	90 jours
Date d'attribution provisoire	17 juillet 2009
Date de souscription	14 septembre 2009
Date de l'attestation d'existence de crédits	17 septembre 2009
Date d'approbation	23 septembre 2009
Date de notification	05 octobre 2009
Délai d'exécution	60 jours
Attributaire	ESPACE AUTO
Montant	83 720 000 F CFA TTC
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOO (MARCHE N° F0764/09) FOURNITURE DE MATERIELS ET OUTILLAGES TECHNIQUES DE CASERNEMENT AU PROFIT DE LA GENDARMERIE NATIONALE	
Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres	27 Juin 2009 dans Le soleil n° 11722
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	28 Juillet 2009
Délai de préparation des offres	30 jours
Durée de validité des offres	90 jours
Date d'attribution provisoire	05 août 2009
Date d'ANO de la DCMP sur l'attribution	04 Septembre 2009
Date de publication de l'avis d'attribution provisoire	11 septembre 2009 dans « Le Soleil »
Date de souscription	16 septembre 2009
Date de l'attestation d'existence de crédits	12 octobre 2009
Date d'approbation	14 octobre 2009
Date de notification	22 octobre 09
Date du PV de réception technique	27 octobre 2009
Délai d'exécution	60 jours
Attributaire	COMSES SA
Montant	94 950 116 F CFA TTC
Non conformités	L'attestation de capacité financière requise se monte à 100 000 000 FCFA, pour un marché attribué à 94 950 116 FCFA. Ce montant est excessif pour un tel marché et a pour conséquence de limiter l'accès des PME à la commande publique. La capacité financière devrait juste représenter un montant de préfinancement nécessaire pour couvrir les dépenses encourues entre le début des travaux et le paiement du premier décompte.
Recommandations	Veiller à éviter de requérir des conditions de qualification disproportionnées par rapport aux besoins du marché.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOO (MARCHE N° F09990/09) FOURNITURE DE PIECES DETACHEES AUTO ET MOTO AU PROFIT DE LA GENDARMERIE NATIONALE	
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	27 août 2009
Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres	03 Septembre 2009 dans Le Soleil n° 11778
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	06 octobre 2009
Délai de préparation des offres	33 jours
Durée de validité des offres	90 jours
Date d'attribution provisoire	15 octobre 09
Date d'ANO de la DCMP sur l'attribution	11 novembre 2009
Date de publication de l'avis d'attribution provisoire	14 novembre 2009
Date de souscription	16 novembre 2009
Date de l'attestation d'existence de crédits	20 novembre 2009
Date d'approbation	26 novembre 2009
Date de notification	07 Décembre 2009
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	L'attribution définitive n'est pas publiée faute de moyens.
Délai d'exécution	60 jours
Attributaire	SEVAM
Montant	68 378 109 HT HD
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOO (MARCHE N° F1031/09) FOURNITURE D'EQUIPEMENT AU PROFIT DE LA MARINE NATIONALE / EQUIPEMENT DE PLONGEE (LOT 4)	
Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres	23 Juillet 2008
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	26 août 2008
Délai de préparation des offres	33 jours
Durée de validité des offres	90 jours
Date de publication de l'avis d'attribution provisoire	04 Juillet 09
Date de souscription	16 novembre 2009
Date de l'attestation d'existence de crédits	24 novembre 2009
Date d'approbation	04 décembre 2009
Date d'ANO de la DCMP sur l'attribution	07 décembre 2009
Date de notification	14 décembre 2009
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	24 décembre 2009 dans Le Soleil n° 11873
Délai d'exécution	60 jours
Attributaire	Centre de la Mer
Montant	44 059 730 F CFA
Non conformités	<p>Le délai de validité de la garantie de soumission a expiré sans qu'une demande de prorogation n'ait été faite par l'AC..</p> <p>Les lettres d'information aux candidats non retenus ne sont pas versées dans le dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>formaliser les demandes de prorogation des délais de validité des offres et des garanties ;</p> <p>Assurer l'information des soumissionnaires non retenus conformément aux dispositions du CMP.</p>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOO (MARCHE N° F0902/09) ACQUISITION D'ARMOIRES METALLIQUES INDIVIDUELLES DE CAMPAGNE	
Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres	26 février 2009 dans Le Soleil n° 1162
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	31 Mars 2009
Délai de préparation des offres	32 jours
Durée de validité des offres	60 jours
Date d'attribution provisoire	24 Avril 2009
Date de publication de l'avis d'attribution provisoire	-
Date de souscription	05 août 2009
Date d'approbation	13 novembre 2009
Date d'ANO de la DCMP sur l'attribution	23 Juin 2009
Date de notification	25 novembre 2009
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	L'attribution définitive n'est pas publiée faute de restrictions budgétaires.
Délai d'exécution	60 jours
Attributaire	SENEGAL EQUIP
Montant	99 990 000 F CFA HT HD
Non conformités	<p>L'avis d'appel d'offres ne donne aucune information concernant la source des crédits budgétaires, les exigences en matière de qualifications.</p> <p>Le cahier des prescriptions spéciales n°608/MFA/CAB/CPMP du 17 Février 09 en son article 4 énonce un critère discriminatoire « les entreprises qui ont des contentieux ou se trouvant dans une situation de conflit avec la Direction de l'intendance des Armées ne sont pas autorisés à soumissionner »</p>
Recommandations	Se conformer aux articles 27 du COA et 66 du CMP et relatifs respectivement à l'avis d'appel d'offres et sur la qualification des candidats.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

4.2.4 MARCHES CONCLUS PAR AOR

AOR N° F-0027/10 du 07/01/10 Fourniture d'engins de travaux publics, de groupes électrogènes et pièces de rechanges pour groupes et épurateurs d'eau, de matériels de lutte contre l'incendie, électricité et câblage et divers matériels d'outillage et ouvriers spécialisés (5 lots)	
Lot 3 : Fourniture de matériel de lutte contre l'incendie	
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO	21 août 2009
Date des lettres d'invitation aux fournisseurs short- listés	25 août 2009
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	16 septembre 2009
Délai de préparation des offres	22 jours
Durée de validité des offres	90 jours
Date d'attribution provisoire	22 septembre 2009
Date de souscription	09 novembre 2009
Date de l'attestation d'existence de crédits	15 décembre 2009
Date d'approbation	31 décembre 2009
Date d'immatriculation	07 janvier 2010
Date de notification	25 janvier 2010
Date d'enregistrement des contrats	15 mars 2010
Délai d'exécution	60 jours
Attributaire	TECSEN
Montant en F CFA TTC	52 846 403 F CFA HT/HD
Non conformités	<p>L'urgence a été invoquée pour procéder à un AOR. Cependant, au vu du délai observé entre la date d'attribution provisoire et la date de notification du marché (près de 3 mois), cette urgence s'est révélée finalement injustifiée. Il y avait largement le temps de recourir à un appel d'offres ouvert.</p> <p>Les PV d'analyse et d'attribution n'ont pas été soumis à l'approbation de la DCMP alors que le montant du marché dépasse 40 000 000 F CFA (seuil de contrôle DCMP).</p> <p>Le candidat non retenu (International Equipement) n'a pas été informé de l'attribution du marché et du rejet de son offre.</p> <p>Le montant total de l'appel d'offres dépasse 40 000 000 F CFA (seuil</p>

	<p>de contrôle DCMP) donc le projet de marché devait être soumis à l'approbation de la DCMP.</p> <p>La garantie de bonne exécution et aucun document de règlement hormis la facture définitive n'ont été joints au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller à éviter de demander des autorisations pour recourir à des modes de passation dérogatoires.</p> <p>Veiller à se conformer à la réglementation en matière de contrôle a priori par la DCMP.</p>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOR N° F-0217/10 du 31 mars 2010 Fourniture d'engins de TP, de groupes électrogènes et pièces de rechanges pour groupes et épurateurs d'eau, de matériels de lutte contre l'incendie, électricité et câblage et divers matériels d'outillages et ouvriers spécialisés (LOT N° 1)	
Date des lettres d'invitation aux fournisseurs short- listés	16 septembre 2009
Date d'attribution provisoire	22 septembre 2009
Date de souscription	09 novembre 2009
Date de l'ANO de la DCMP sur l'attribution	11 novembre 2009
Date d'approbation de la DCMP sur le marché	17 mars 2010
Date d'approbation	26 mars 2010
Date d'immatriculation	31 mars 2010
Date de notification	02 avril 2010
Délai d'exécution	60 jours
Attributaire	A.B.S. (Alliance Business Sénégal)
Montant	970 275 000 F CFA / HT HD
Non conformités	<p>L'urgence a été invoquée pour procéder à un AOR. Cependant, au vu du délai observé entre la date d'attribution provisoire et la date de notification du marché (plus de 7 mois), cette urgence s'est révélée finalement injustifiée. Il y avait largement le temps de recourir à un appel d'offres ouvert.</p> <p>Par ailleurs, le recours à l'article 73-2(a) pour passer un marché par AOR n'est pas justifié dans la mesure où nous ne sommes pas dans un cas d'urgence impérieuse découlant de circonstances imprévisibles.</p> <p>Les supports de publicité (pour l'attribution provisoire comme pour l'attribution définitive), de même que les lettres d'information à adresser aux candidats non retenus ne sont pas classés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller à éviter de requérir des autorisations de recours non justifiés à des modes dérogatoires.</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOR N° S/114/10 du 11/02/10 Acheminement par voie maritime des véhicules en provenance des Etats Unis d'Amérique (USA) cédés aux Forces Armées Sénégalaises Lot 1 : Acheminement par voie maritime de 33 camions au départ des USA Lot 2	
Date de l'ANO de la DCMP pour passer le marché par AOR	07 septembre 2009
Date des lettres d'invitation aux fournisseurs short- listés	16 septembre 2009
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	08 octobre 2009
Délai de préparation des offres	22 jours
Date d'attribution provisoire	14 octobre 2009
Date de souscription	16 novembre 2009
Date de l'attestation d'existence de crédits	15 décembre 2009
Date de l'Avis de la DCMP sur le contrat	05 février 2010
Date d'approbation	10 février 2010
Date d'immatriculation	11 février 2010
Date de notification	15 février 2010
Délai d'exécution	60 jours
Attributaires	Lot 1 : COSEMAD LOGISTICS Lot 2 : Maersk Logistics
Montant en F CFA TTC	Lot 1: 784 734 079 F CFA Lot 2 : 383 114 433 F CFA
Non conformités	Le motif du secret – défense a été invoqué par le MFA dans sa demande d'autorisation d'organiser un appel d'offres restreint ; il s'agit d'un critère non prévu par l'article 73 du CMP qui régit les AOR. Par ailleurs, les impératifs de l'inspection technique pré-déploiement des Nations Unies ont été retenus pour justifier l'organisation d'un AOR. Cependant, au vu du délai observé entre la date d'attribution provisoire et la date de notification du marché (plus de 4 mois), cette urgence s'est révélée finalement injustifiée. Il y avait largement le temps de recourir à un appel d'offres ouvert. Par ailleurs, le recours à l'article 73-2(a) pour passer un marché par AOR n'est pas justifié dans la mesure où nous ne sommes pas dans un cas d'urgence impérieuse résultant pas de circonstances imprévisibles. En outre, nous notons que la demande d'autorisation date du mois de

	septembre 2009 et rattache l'urgence à une inspection prévue en mai 2010. Ceci laissait le temps d'organiser un AOO en urgence dont le marché aurait pu être notifié en décembre 2009.
Recommandations	Veiller à éviter de requérir des autorisations de recours non justifiés à des modes dérogatoires.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

AOR N° F-123/10 du 17/02/10 Acquisition de matériel de stockage d'eau et de tentes de couleur blanche (lots 1 et 2)	
Lot 1 : Fourniture de matériels de stockage d'eau	
Lot 2 : Fourniture de matériels d'hôpitaux de campagne	
Date des lettres d'invitation aux fournisseurs short- listés	25 septembre 2009
Date de l'ANO de la DCMP pour passer le marché par AOR	29 septembre 2009
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	15 octobre 2009
Délai de préparation des offres	20 jours
Date d'attribution provisoire	23/10/09
Date de l'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative et le PV d'attribution	04/11/09
Date de souscription	23/11/09
Date de l'attestation d'existence de crédits	25/12/09 19/08/10
Date de l'Avis de la DCMP sur le contrat	04/02/10
Date d'approbation du MFA	23/11/09
Date d'approbation du MEF	15/02/10
Date d'immatriculation	16/02/10
Date de notification	18/02/10
Délai d'exécution	25 jours
Attributaires	MEQUISEN
Montant en F CFA TTC	Lot 1 : 377 932 800 F HT/HD Lot 2 : 45 800 000 F HT/HD
Non conformités	<p>L'urgence a été invoquée pour procéder à un AOR. Cependant, au vu du délai observé entre la date d'attribution provisoire et la date de notification du marché (plus de 4 mois), cette urgence s'est révélée finalement injustifiée. Il y avait largement le temps de recourir à un appel d'offres ouvert</p> <p>Le MFA devait soumettre le rapport d'analyse et le PV d'attribution à approbation car le marché dépasse le seuil de contrôle (40 000 000</p>

	F CFA).
Recommandations	<p>Veiller à éviter de requérir des autorisations de recours non justifiés à des modes dérogatoires.</p> <p>Veiller au respect des dispositions législatives en matière de contrôle a priori de la DCMP.</p>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Consultant	

4.2.5 MARCHES CONCLUS PAR AVENANT

	AOO N° T-008/FM de 2006 Travaux de construction d'un Célibatérium Officiers au 12^e bataillon d'instruction à Saint Louis	Avenant N° T-0324/09 Travaux supplémentaires de balcons
Date de souscription	21 août 2006	30 avril 2008
Date de l'ANO de la CNCA ou DCMP	17 novembre 2006	24 avril 2009
Date d'approbation	24 novembre 2006	20 avril 2009
Date d'immatriculation	-	11 mai 2009
Date de notification	-	15 mai 2009
Date d'enregistrement des contrats	28 novembre 2006	18 mai 2009
Date de l'attestation d'existence de crédits	-	16 juin 2008
Délai d'exécution	-	1 an
Attributaire	EGCB	
Montant en F CFA TTC	63 882 944	7 509 430
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée	
Recommandations	Aucune	
Commentaires de l'AC		
Appréciation du Consultant		

4.2.6 MARCHES CONCLUS PAR DRP

DRP N°6219 AUTRES FOURNITURES DIRECTION DES ARCHIVES ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE (DAPH)	
Fournisseurs consultés	ENTREPRISE DE PRESTATION DE SERVICE, ETS ARONA ET FILS, ENTREPRISE EPDS, ENTREPRISE EBCD
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attributaire	E.B.T.P
Montant du marché en F CFA TTC	2 000 000
Non conformités	<p>Il est établi un seul document servant à la fois de procès verbal d'ouverture des plis, de rapport d'évaluation et d'attribution.</p> <p>Il est nécessaire que le PV d'ouverture fasse l'objet d'un document à part en raison de l'obligation de le transmettre aux soumissionnaires.</p> <p>Les lettres d'informations aux soumissionnaires non retenus n'ont pas été établies, en violation des dispositions des articles 77 et 83 du CMP.</p> <p>Les offres des soumissionnaires ne sont pas versées dans le dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>Etablir le PV d'ouverture des plis dans un document distinct des autres PV et le notifier aux soumissionnaires.</p> <p>Veiller à informer systématiquement les soumissionnaires non retenus.</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°6211 ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES ET DE LA MOBILISATION (DPMM)	
Date de saisine des fournisseurs	08 Janvier 2009
Date de dépôt des offres	20 Avril 2009
Délai de préparation des offres	102 jours
Date d'ouverture des plis	15 Septembre 2009
Fournisseurs consultés	IMPRIMERIE PAPATERIE SERIGNE SALIOU, IMPRIMERIE EL HADJ SENGHOR IMPRIMERIE, UNIVERS IMPRESSION, IMPRIMERIE TYPO RELIURE, SEDECO
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attributaire	IMPRIMERIE PAPETERIE SERIGNE SALIOU
Montant du marché en F CFA TTC	3 291 905
Non conformités	<p>En outre la DRP ne donne pas l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres d'invitation ont été envoyées.</p> <p>La séance d'ouverture des plis s'est tenue 5 mois après la date limite de dépôt des offres, ce qui n'est pas conforme à l'esprit du CMP.</p> <p>Un seul document fait office de procès verbal d'ouverture des plis, de rapport d'évaluation et d'attribution.</p> <p>D'importants documents tels que le contrat et le cahier de charges ne sont pas versés dans le dossier de passation.</p> <p>Les lettres d'informations aux soumissionnaires de même que la notification d'attribution ne sont pas établies.</p> <p>Le reliquat sur la ligne budgétaire correspond exactement au montant de l'offre retenue. Cette coïncidence est d'autant plus surprenante que</p>

	<p>l'enveloppe disponible n'a pas été mentionnée dans la lettre d'invitation.</p> <p>Quatre pro forma sont datées entre le 14 et le 20 mai 2009. La pro forma de l'attributaire date du 1er septembre 2009. L'ouverture des offres a été faite le 15 septembre 2009. Cette incohérence dans les dates, et surtout la date de facture pro forma de l'attributaire postérieure à la date limite de dépôt des offres annoncée dans la lettre d'invitation laisse penser à une régularisation consistant à avantager ledit attributaire.</p> <p>Une Collusion a été notée entre les fournisseurs Imprimerie Serigne Saliou, Imprimerie El hadj Senghor, Univers Impression, Imprimerie Typo Reliure et SEDECO (factures similaires).</p>
Recommandations	<p>Etablir des lettres de consultation en bonne et due forme avec toutes les informations nécessaires.</p> <p>Procéder à l'ouverture des plis immédiatement à l'expiration des date et heure limites de dépôt des offres, conformément aux dispositions du CMP.</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence des candidats en leur fournissant les mêmes informations et en bannissant les manœuvres collusoires.</p> <p>Etablir le PV d'ouverture des plis dans un document distinct des autres PV et le notifier aux soumissionnaires</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°6311 FOURNITURES DE BUREAU DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES ET DE LA MOBILISATION (DPMM)	
Date de saisine des fournisseurs	08 Janvier 2009
Date de dépôt des offres	20 Avril 2009
Délai de préparation des offres	102 jours
Date d'ouverture des plis	14 Juillet 2009
Fournisseurs consultés	MENDA SERVICES, SOUBAR EXPRESS ESPACE GLOBAL SERVICES, TECHNOPIONTE PLUS, GIE Y.A.C.E
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attributaire	MENDA SERVICE
Montant du marché en F CFA TTC	4 002 855
Non conformités	<p>Les lettres de saisines ne sont pas déchargées et n'indiquent pas l'identité des soumissionnaires consultés.</p> <p>Le procès verbal de dépouillement sert de rapport d'évaluation et de PV d'attribution. L'ouverture des plis s'est tenue 3 mois après la date de dépôt des offres, ce qui n'est pas conforme à l'esprit du CMP.</p> <p>Une collusion est notée entre Soumbar Express service, Technopointe plus, Espace global, GIE YACE, Menda Service)</p> <p>Le contrat n'est pas versé au dossier.</p> <p>Les lettres d'informations aux soumissionnaires non retenus ne sont pas établies.</p>
Recommandations	<p>Procéder à l'ouverture des plis immédiatement à l'expiration des date et heure limites de dépôt des offres, conformément aux dispositions du CMP.</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence des candidats en bannissant les manœuvres collusives.</p>

	<p>Etablir le PV d'ouverture des plis dans un document distinct des autres PV et le notifier aux soumissionnaires</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°6212 MATERIELS ET PRODUITS D'ENTRETIEN DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES ET DE LA MOBILISATION (DPMM)	
Date de saisine des fournisseurs	08 Janvier 09
Date de dépôt des offres	20 Avril 2009
Délai de préparation des offres	102 jours
Fournisseurs consultés	MENDA SERVICES, SOUBAR EXPRESS SERVICES, TECHNOPOINTE PLUS, ESPACE GLOBAL, GIE Y.A.C.E
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attributaire	MENDA SERVICE
Montant du marché en F CFA TTC	2 005 410
Non conformités	<p>La DRP n'indique pas l'identité des soumissionnaires auxquels la lettre est envoyée. Les lettres de saisine ne sont pas déchargées par les soumissionnaires.</p> <p>L'ouverture des plis s'est tenue 3 mois après la date limite de dépôt des offres. Seule une copie du NINEA est demandée aux soumissionnaires.</p> <p>Le dossier ne comprend pas de contrat.</p> <p>Les mêmes fournisseurs sont consultés pour cette DRP (Soumbar Express Service, Technopointe Plus, Espace global, GIE YACE, Menda Service); une progression arithmétique de raison 5 000 est constatée sur certains articles.</p>
Recommandations	<p>Procéder à l'ouverture des plis immédiatement à l'expiration des date et heure limites de dépôt des offres, conformément aux dispositions du CMP.</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence des candidats en leur fournissant les mêmes informations et en bannissant les manœuvres collusives.</p> <p>Etablir le PV d'ouverture des plis dans un document distinct des autres PV et le notifier aux</p>

	soumissionnaires Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°6299 AUTRES ACHATS BIENS ET SERVICES DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES ET DE LA MOBILISATION (DPMM)	
Date de saisine des fournisseurs	08 Janvier 09
Date de dépôt des offres	20 Avril 2009
Délai de préparation des offres	102 jours
Fournisseurs consultés	IMPRIMERIE SERIGNE SALIOU, IMPRIMERIE EL HADJ SENGHOR, UNIVERS IMPRESSION, TYPO RELIURE, SEDECOM
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	IMPRIMERIE PAPETERIE SERIGNE SALIOU
Montant du marché en F CFA TTC	5 551 900
Non conformités	<p>La séance d'ouverture des plis s'est tenue 25 jours après la date limite de dépôt des offres.</p> <p>Les lettres de saisine ne sont pas déchargées et n'indiquent pas l'identité des autres soumissionnaires.</p> <p>Les cinq offres sont similaires. Les mêmes fautes d'orthographe ont été commises « 3000 livret matricules » laissant présager une collusion.</p> <p>De plus, le montant de l'offre retenue correspond à 100 F CFA près au budget. Les dates d'établissement des DRP et de dépôt des offres sont trop éloignées 8 janvier 2009 au 20 avril 2009.</p> <p>Le contrat n'est pas versé au dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>Procéder à l'ouverture des plis immédiatement à l'expiration des date et heure limites de dépôt des offres, conformément aux dispositions du CMP.</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence des candidats en leur fournissant les mêmes informations et en bannissant les manœuvres collusoires.</p> <p>Etablir le PV d'ouverture des plis dans un</p>

	document distinct des autres PV et le notifier aux soumissionnaires Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP Acquisition de matériels pédagogiques et didactiques	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date de dépôt des offres	24 Juillet 2009
Date d'ouverture des plis	24 Juillet 2009
Fournisseurs consultés	Comptoir Commercial et d'Industries, GIE Zénith International, GIE Belly Commerce Industries, GIE Commerce Multiservices (COMUSEN) et Alliance Distribution Services
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attribution	24 Juillet 2009
Attributaire	GIE Belly Commerce Industries
Montant du marché en F CFA TTC	6 000 000
Non conformités	<p>Les offres ne sont pas jointes (factures pro forma).</p> <p>Le rapport technique n'a pas été établi.</p> <p>Le contrat ne mentionne pas le délai d'exécution ni les pénalités de retard.</p> <p>Aucune indication n'a été fournie sur la nature et le volume des prestations à coter.</p>
Recommandations	<p>Veiller à établir clairement les spécifications des marchés.</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP Entretien et réparation véhicules	
Date de saisine des fournisseurs	09 mars 2009
Date de dépôt des offres	25 Mars 2009
Date d'ouverture des plis	27 Mars 2009
Délai de préparation des offres	16 jours
Fournisseurs consultés	Garage Carrosserie de La Rocade, Garage Ibra Guèye, Dame Fall, Garage Ndoye et Frères, Carrosserie de l'Amitié
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	Garage Ibra Guèye
Montant du marché en F CFA TTC	5 000 000
Non conformités	<p>Dans le cadre de notre échantillon, 4 commandes ont été passées pour la même nature de prestations (entretien et réparation de véhicules) pour un montant cumulé de 24 999 388 F CFA. Ces marchés auraient du normalement être regroupés et non fractionnés en 4 marchés différents, conformément à l'article 6 du CMP.</p> <p>Il s'agit d'un fractionnement des commandes en vue d'éviter une procédure d'appel d'offres, en violation des dispositions du CMP.</p> <p>Les lettres de consultation du Garage Ndoye et Frères et Carrosserie de l'Amitié et les offres des soumissionnaires n'ont pas été jointes.</p>
Recommandations	<p>Bannir les pratiques de fractionnement des commandes.</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP Entretien et réparation véhicules	
Date d'ouverture des plis	30 Avril 2009
Fournisseurs consultés	Cinq
Nombre d'offres reçues	Un (01)
Attributaire	ESPACE AUTO
Montant du marché en F CFA TTC	4 999 888
Non conformités	<p>Dans le cadre de notre échantillon, 4 commandes ont été passées pour la même nature de prestations (entretien et réparation de véhicules) pour un montant cumulé de 24 999 388 FCFA. Ces marchés auraient du normalement être regroupés et non fractionnés en 4 marchés différents, conformément à l'article 6 du CMP.</p> <p>Il s'agit d'un fractionnement des commandes en vue d'éviter une procédure d'appel d'offres, en violation des dispositions du CMP.</p> <p>La facture pro forma d'ESPACE AUTO n'est pas jointe.</p>
Recommandations	<p>Bannir les pratiques de fractionnement des commandes</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP Entretien et réparation véhicules	
Date d'ouverture des plis	25 Mai 2009
Fournisseurs consultés	Garage Carrosserie Ndama, Garage Ibra Guèye, Garage Ousmane Mbengue et Frères, Garage AD AUTO, Technovia
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attribution	25 Mai 2009
Attributaire	Garage Ibra Guèye
Montant du marché en F CFA TTC	4 999 500 F TTC
Non conformités	<p>Dans le cadre de notre échantillon, 4 commandes ont été passées pour la même nature de prestations (entretien et réparation de véhicules) pour un montant cumulé de 24 999 388 FCFA. Ces marchés auraient du normalement être regroupés et non fractionnés en 4 marchés différents, conformément à l'article 6 du CMP.</p> <p>Il s'agit d'un fractionnement des commandes en vue d'éviter une procédure d'appel d'offres, en violation des dispositions du CMP.</p>
Recommandations	<p>Bannir les pratiques de fractionnement des commandes.</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP Fournitures de bureau	
Date de saisine des fournisseurs	02 Février 2009
Date de dépôt des offres	10 Février 2009
Délai de préparation des offres	08 jours
Fournisseurs consultés	Alliance Distribution et Services (ADS), Mansour Bousso Entreprise Bousso Import-export, Compagnie Multiservices du Sénégal (COMUSEN), GIE BCI, ACI SARL
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attribution	10 Février 2009
Approbation	11 Février 2009
Attributaire	GIE BCI
Montant du marché en F CFA TTC	2 000 000
Non conformités	<p>Les offres n'ont pas été jointes (factures pro forma), le rapport d'évaluation non plus ; ce faisant nous ne pouvons nous prononcer sur la conformité de l'opération aux dispositions du CMP</p> <p>Le contrat ne mentionne pas le délai d'exécution ni les pénalités de retard. Le contrat n'a pas été enregistré.</p>
Recommandations	<p>Respecter le système de classement tel qu'édicte par l'ARMP.</p> <p>Créer un fichier fournisseurs pour les différentes prestations effectuées.</p> <p>Veiller au respect de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires à inscrire dans le contrat.</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP Autres achats biens et services	
Date de saisine des fournisseurs	30 Mars 2009
Date de dépôt des offres	07 Avril 2009
Date d'ouverture des plis	07 Avril 2009
Délai de préparation des offres	7 jours
Fournisseurs consultés	Soumbar Express Services, GIE Alnoumat, Général Foncière, Sen Equipement Multi-Services, ESPACE GLOBAL, Technopointe Plus
Nombre d'offres reçues	5
Attribution	07 Avril 2009
Approbation	07 Avril 2009
Attributaire	TECHNOPOINTE PLUS
Montant du marché en F CFA TTC	3 020 800
Non conformités	<p>Il s'agit de matériel informatiques, les spécifications techniques devaient être mentionnées dans un cahier de charges.</p> <p>Sur l'annexe des articles demandés, il a été mentionné des ordinateurs DELL et HP pour les imprimantes sans ajout de la mention « ou équivalent », en violation des dispositions de l'article 7 du CMP.</p> <p>Le rapport d'évaluation des offres techniques n'est pas établi.</p> <p>Les offres n'ont pas été jointes au dossier pour nous permettre de nous prononcer sur la conformité de l'opération avec les dispositions du CMP.</p> <p>Le contrat ne mentionne pas le délai d'exécution ni les pénalités de retard.</p>
Recommandations	Veiller à indiquer précisément les spécifications des fournitures dans le dossier d'appel à la concurrence.

	<p>Veiller à n'utiliser qu'exceptionnellement les noms de marque pour la désignation des fournitures et, en cas de leur utilisation, les faire suivre de la mention « ou équivalent ».</p>
<p>Commentaires de l'Autorité Contractante</p>	
<p>Appréciation du Consultant</p>	

DRP N° Fournitures de bureau (DAAEB)	
Date de saisine des fournisseurs	19 Janvier 2009
Date de dépôt des offres	28 Janvier 2009
Délai de préparation des offres	09 jours
Fournisseurs consultés	ACI Sarl, PHENIX UNIFORMES, SEN KEURGUI, Belly Commerce Industries, IMEXIS
Nombre d'offres reçues	Cinq
Approbation	12 Août 2009
Attributaire	ACI Sarl
Montant du marché en F CFA TTC	5 784 000
Non conformités	Seule l'offre de l'attributaire est versée dans le dossier de passation ce faisant, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la conformité de l'opération par rapport au CMP
Recommandations	Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP FOURNITURES DE PRODUITS D'ENTRETIEN (DAAEB)	
Date de saisine des fournisseurs	27 Janvier 2009
Date de dépôt des offres	03 Février
Délai de préparation des offres	06 Jours
Date d'ouverture des plis	28 Janvier 2009
Fournisseurs consultés	ACI Sarl, ENTREPRISE BOUSSOBE, SEN KEUR GUI, PHENIX UNIFORMES, IMEXIS
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attribution	28 Janvier 2009
Attributaire	ACI Sarl
Montant du marché en F CFA TTC	5 550 000
Non conformités	Seule l'offre de l'attributaire est versée dans le dossier de passation ce faisant, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la conformité de l'opération par rapport au CMP.
Recommandations	Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP Consommables Informatiques (DAAEB)	
Date de saisine des fournisseurs	19 Janvier 2009
Date de dépôt des offres	30 Janvier 2009
Délai de préparation des offres	19 jours
Fournisseurs consultés	GLOBAL PARTNER, ETS MODOU GAYE, BIP DISTRIBUTIONS, ESPACE GLOBAL, EAMS INTERNATIONAL TRADING
Nombre d'offres reçues	5
Attribution	28 Janvier 2009
Attributaire	BIP DISTRIBUTIONS
Montant du marché en F CFA TTC	9 299 580
Non conformités	Seule l'offre de l'attributaire est versée dans le dossier de passation ce faisant, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la conformité de l'opération par rapport au CMP.
Recommandations	Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° Autres fournitures (DPMM)	
Fournisseurs consultés	MENDA SERVICE, SOUMBAR EXPRESS SERVICES, TECHNOPOINTE-PLUS, ESPACE GLOBAL, GIE YA.CE
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	MENDA SERVICE
Montant du marché en F CFA TTC	2 920 854
Non conformités	<p>La date marquée sur toutes les factures a été faite au stylo rouge et du BLANCO efface la mention de facture PROFORMA.</p> <p>Les factures (Soumbar express service, Technopointe plus, Espace Global, GIE YACE, Menda Service) présentent des ressemblances frappantes au niveau du contenu et de la forme, ce qui laisse présumer qu'elles proviennent de la même source.</p>
Recommandations	Bannir les pratiques collusives ;
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP REALISATION DE MOBILIERS DE BUREAU AUX SERVICES CENTRAUX DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES DE L'EQUIPEMENT	
Date de saisine des fournisseurs	19 Janvier 2009
Date de dépôt des offres	27 Janvier 2009
Délai de préparation des offres	08 jours
Date d'ouverture des plis	28 Février 2009
Fournisseurs consultés	ACI SARL, ENTREPRISE BOUSSOBE, COMUSEN, IMEXIS, ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attributaire	ENTREPRISE BOUSSOBE
Montant du marché en F CFA TTC	13 759 600
Non conformités	<p>Il est établi un seul document servant à la fois de procès verbal d'ouverture des plis, de rapport d'évaluation et de procès verbal d'attribution.</p> <p>Excepté l'attributaire, les autres soumissionnaires ont coté au delà des seuils de DRP de fournitures et services, ce qui est surprenant de la part de fournisseurs au fait des procédures de passation de marchés. Il s'agit de ACI SARL (15 959 500 F CFA), ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES (17 006 750 F CFA), IMEXIS (16 520 000 F CFA) et COMUSEN (15 089 250 F CFA).</p> <p>Dans le cadre de notre échantillon, nous relevons 2 marchés portant sur les mêmes natures de fournitures (meuble de bureau) acquis par la Direction des Affaires Administratives et de l'Equipeement pour un montant cumulé de 27 011 000 FCFA, soit largement au dessus du seuil de passation d'un marché de fournitures. Il s'y ajoute que ces 2 marchés sont passés presque au cours de la même période (janvier et février 2009).</p>

	Il s'agit donc d'un fractionnement, en violation des dispositions du CMP.
Recommandations	<p>Veiller à bannir les pratiques de fractionnement des commandes.</p> <p>Veiller à établir un PV d'ouverture des plis distinct des autres PV</p> <p>Veiller à bannir les pratiques collusives.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP FOURNITURE DE MOBILIERS DE BUREAU DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES DE L'EQUIPEMENT	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date de dépôt des offres	03 Février 2009
Délai de préparation des offres	-
Fournisseurs consultés	ACI SARL, ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES, COMUSEN, BELLY COMMERCE INDUSTRIES, COMPTOIR COMMERCIAL INDUSTRIES
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	ACI SARL
Montant du marché en F CFA TTC	13 251 400
Non conformités	<p>A l'excepté du soumissionnaire et de COMUSEN (13 913 970 F CFA), les autres soumissionnaires ont coté au delà du seuil des DRP de fournitures et services. Il s'agit de Alliance Distribution (15 239 110 F CFA), Belly Commerce Industries (15 901 680 F CFA) et Comptoir Commercial Industries (16 729 332) FC CFA, ce qui est surprenant de la part de fournisseurs au fait des procédures de passation de marchés.</p> <p>Dans le cadre de notre échantillon, nous relevons 2 marchés portant sur les mêmes natures de fournitures (mobilier de bureau) acquis par la Direction des Affaires administratives et de l'Equipement pour un montant cumulé de 27 011 000 FCFA, soit largement au dessus du seuil de passation d'un marché de fournitures. Il s'y ajoute que ces 2 marchés sont passés presque au cours de la même période (janvier et février 2009).</p> <p>Il s'agit donc d'un fractionnement, en violation des dispositions du CMP.</p>

Recommandations	<p>Veiller à bannir les pratiques de fractionnement des commandes.</p> <p>Veiller à bannir les pratiques collusives.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP FOURNITURE DE BUREAU DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES DE L'EQUIPEMENT	
Date de saisine des fournisseurs	27 Janvier 2009
Date de dépôt des offres	03 Février 2009
Délai de préparation des offres	7 jours
Fournisseurs consultés	ACI Sarl, COMUSEN, BELLY Commerce Industries, PAPAICHA
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attributaire	ENTREPRISE BOUSSOBE
Montant du marché en F CFA TTC	13 216 880
Non conformités	A l'exception de l'attributaire et ACI SARL (14 537 600 F), les autres soumissionnaires ont coté au delà du seuil des DRP de fournitures et service : COMUSEN pour (15 594 880 F CFA), BELLY COMMERCE INDUSTRIES pour (15 859 200 F CFA), PAPAICHA (16 520 000 F CFA), ce qui est surprenant de la part de fournisseurs au fait des procédures de passation de marchés.
Recommandations	Veiller à bannir les pratiques collusives
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP MAINTENANCE DU PARC AUTOMOBILE DES SERVICES CENTRAUX DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES DE L'EQUIPEMENT ET DU BUDGET	
Date de saisine des fournisseurs	08 Avril 2009
Date de dépôt des offres	14 Mai 2009
Délai de préparation des offres	36 jours
Fournisseurs consultés	SIEPA, ONSITA NEGOCE SARL, MEXIS GROUP SARL, SENEGAL NEGOCE SARL, PREMIUM SERVICES SARL
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	SIEPA
Montant du marché en F CFA TTC	10 000 000
Non conformités	<p>Dans le cadre de notre échantillon, 4 commandes ont été passées pour la même nature de prestations (entretien et réparation de véhicules) pour un montant cumulé de 24 999 388 F CFA. Ces marchés auraient du normalement être regroupés et non fractionnés en 4 marchés différents, conformément à l'article 6 du CMP.</p> <p>Il s'agit d'un fractionnement des commandes en vue d'éviter une procédure d'appel d'offres, en violation des dispositions du CMP.</p> <p>Un seul document a été établi servant à la fois de procès verbal d'ouverture des plis, de rapport d'évaluation et d'attribution.</p> <p>Les offres n'ont pas été jointes.</p> <p>De nombreux prix sont identiques. Le concessionnaire (CITROEN) qui a effectué la vente n'a pas été consulté.</p>
Recommandations	<p>Veiller à bannir les pratiques de fractionnement des commandes.</p> <p>Veiller à établir un PV d'ouverture des plis distinct des autres PV</p>

	Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP FOURNITURE DE BUREAU DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES DE L'EQUIPEMENT ET DU BUDGET	
Date de saisine des fournisseurs	05 Mars 2009
Date de dépôt des offres	14 Mai 2009
Délai de préparation des offres	36 jours
Fournisseurs consultés	SIEPA, ONSITA NEGOCE SARL, MEXIS GROUP SARL, SENEGAL NEGOCE SARL, PREMIUM SERVICES SARL
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attributaire	BELLY COMMERCE INDUSTRIES
Montant du marché en F CFA TTC	3 000 000
Non conformités	Les factures produites par les soumissionnaires sont similaires laissant entrevoir une collusion.
Recommandations	Bannir les pratiques collusives.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 février 2011

A Monsieur le Ministre d'Etat,
Ministre des Forces Armées
(MFA)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

Monsieur le Ministre d'Etat,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Ministre d'Etat**, l'expression de notre parfaite considération.

Ibra Guèye
Associé
B. S. C.
Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur THEZE
Tél: 321 41 72 - Fax: 822 95 03
BP. 11616 - Dakar SENEGAL
Email: bsc@arc.sn



ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE